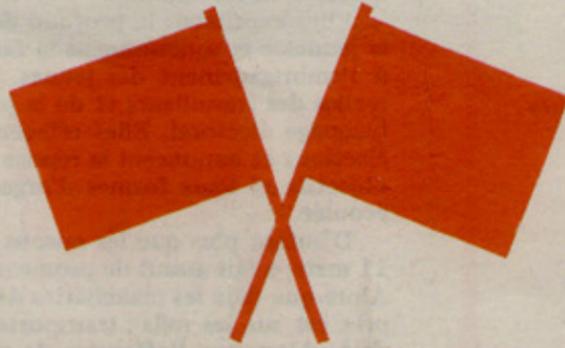


INDIGNE

hebdomadaire de la ligue communiste



MOBILISATION GENERALE

Contre l'embrigadement militaire par le ministre Debré, contre le renforcement de la sélection sociale à l'université par le ministre Fontanet, la jeunesse s'est mise en marche.

Elle se soulève contre cette société d'exploitation et d'embrigadement de l'homme par l'homme, et se tourne vers les travailleurs.

Le 22 mars, nous étions plusieurs centaines de milliers dans les rues des villes et des villages. Plus de cent mille à Paris malgré l'interdiction de Marcellin !

Le combat continue. Le régime issu de la farce électorale est un régime en sursis. Il doit céder.

Pour l'abrogation des lois Debré-Fontanet ! Pour le libre choix de la date d'incorporation ! Pour la suppression de la clause de l'embauche qui frappe la jeunesse ouvrière ! Pour le droit de réunion et d'organisation du contingent ! Pour la réduction du service militaire au temps des classes !

Lycéens, apprentis, étudiants, conscrits, tous unis !

le 28/3/73
Ligue Communiste



- 2** Editorial
Les trois coups !
- 3** Le soulèvement de la jeunesse
- 4** lycéens, étudiants, apprentis, appelés, tous unis !
la volte-face
communiqué
le soviet lycéen
l'ent... ourloupette
- 5** « l'armée, c'est le CET en plus dur ! »
100.000 à Paris, 150 à Honfleur, un 22 mars vraiment national
fraternisation
- 6** dans les facultés
médecine, Rennes : 9 semaines de combat
enseignants : garantie d'emploi pour tous les auxiliaires
- 7** Politique française
majorité : nouvelle donne
souscription

Méfais divers
documents : flagrant délit (de presse)
les flingueurs
Allo, je suis écouté...
liberté pour Torrès et ses camarades
- 8**
- 9** Dossier
On te donne un fusil, prends-le !
contingent rouge
- 10** renoncez à travailler dans l'armée, c'est renoncer à la révolution
crosse en l'air
- 11** en ce temps là...
la Mer Noire 1919
la Ruhr, 1923
- 12** procès Devaux, une affaire qui fit du bruit
ce qu'en disait la Sécurité Militaire
ce que la démocratie libérale ne peut accepter
document : radio rampouilles
- 13** Lutttes ouvrières
Séguy pianissimo
la « représentativité » de la CFT
Peyrefitte : un coup de pousse aux nerfis
- 14** contre la circulaire Fontanet...
Montpellier : solidarité avec les immigrés en lutte
Victoire à Lyon
- 15** Renault : la révolte des esclaves
INRA : du comité de grève au comité de vigilance
- 16** La CFDT et le contrôle ouvrier

Toulouse : 80 ouvriers en colère
manifeste pour l'expropriation du trust Hachette
Grenoble : Allibert - ABC
Lyon : Rhône-Isère
Gagny
IMP : contre la loi des flics et des patrons, grève de la faim
- 17**
- 18** Notes internationales
Argentine : la grande illusion (3)
Les révolutionnaires et les élections

Indochine
un mois européen de solidarité
un avis autorisé sur la qualité de l'aide soviétique
une certaine conception des libertés démocratiques
comment Thieu réécrit les accords
FSI : meeting à Périgueux
- 19**
- 20** Madagascar : entre l'impérialisme et la révolution

les trois coups

Une poussée électorale de la gauche, une mobilisation sans précédent de la jeunesse, les lycéens et les élèves des CET en cortège sous les murs de Renault où les OS repoussent un accord négocié par les syndicats : mai 68, mars 73... Le parallèle plaît aux journalistes qui publient des photos de lycéens hilares défiant la police. Il tente les nostalgiques. Il hante la bourgeoisie, toujours angoissée à l'idée que « ça » puisse recommencer.

Ce serait trop facile ; et l'histoire n'a pas le goût des répétitions mécaniques.

En mai 68, le mouvement étudiant mit le feu à la poudrière sociale. On l'a comparé à un détonateur. Aujourd'hui, les mobilisations de la jeunesse jouent plutôt le rôle d'un révélateur.

Elles expriment le profond dégoût que la société capitaliste sur le déclin inspire à la jeunesse et sanctionnent la faillite des institutions, scolaires et militaires, destinées à l'embrigadement des jeunes. Elles illustrent le gouffre qui sépare les aspirations réelles des travailleurs et de la jeunesse, d'une majorité parlementaire usurpée par le truquage électoral. Elles effacent la déception temporaire qui aurait pu naître des élections et annoncent la reprise certaine de lutttes ouvrières qui atteindront, par leurs objectifs et leurs formes d'organisation, un niveau supérieur à celui de la période écoulée.

D'autant plus que les raisons ne vont pas manquer. La majorité, menacée avant le 11 mars, a fait assaut de promesses « sociales ». Résultat : des miettes servies avec art. Alors que déjà les manchettes de presse se bousculent : les prix flambent ; le train des prix est sur les rails ; transports, électricité, viande, vont augmenter ou augmentent déjà. Alors que l'offensive de rentabilisation se poursuit dans le secteur public au point de s'attaquer (dans la santé !) au congé de la fête des mères ! Alors que Peyrefitte prépare une nouvelle tentative de reconnaissance du syndicat jaune CFT ! Alors que dans la presse patronale, de mauvais augures prophétisent pour les années à venir un « arrêt brutal de l'expansion européenne » !

Le 22 mars, en manifestant à plus de cent mille malgré l'interdiction, les lycéens, les étudiants, ont baffoué le pouvoir.

Celui-ci, affaibli, divisé déjà par les manœuvres de succession ne pouvait autoriser une manifestation qui s'annonçait énorme ; il ne pouvait pas davantage l'interdire tout à fait. Il a dû manœuvrer, en laissant accrochés aux ronces vives de ce printemps, de nouveaux lambeaux de son autorité ! Pendant ce temps, au sein de la bourgeoisie, la bataille de cliques et de fractions bat son plein en prévision de nouvelles alliances. Chaban pose, à trois ans de l'élection présidentielle, sa candidature. Rappelons que Pompidou avait fait de même, en janvier 69, alors que le poste n'était pas vacant ; cinq mois plus tard il était président ! De là à penser que certains, aujourd'hui, ne croient pas que le mandat présidentiel tienne jusqu'à 76...

Quant à elles, les organisations de gauche traditionnelles n'ont aucune perspective post-électorale, sinon d'attendre les prochaines ! Elles s'orientaient vers un calendrier de négociations et un jeu de pressions parlementaires leur permettant de canaliser la combativité ouvrière. La journée d'action de la métallurgie, le 21 mars, était un premier pas en ce sens ; il est passé inaperçu. La mobilisation de la jeunesse a pris les bureaucrates au dépourvu. Pour la première fois, on a vu le Parti Communiste rallier ses organisations de jeunesse à une manifestation interdite, dénoncée la veille encore comme une manœuvre gauchiste ; ainsi, dans les villes où les manifestations du 22 étaient autorisées, les jeunes militants du PC ont dû défiler dans des cortèges souvent dirigés par des comités de grève dont ils sont absents et écouter dans le calme les prises de parole de militants qui, souvent, sont des révolutionnaires ! Cette volte-face tactique témoigne des contradictions que connaît le PCF, résolu à rester sur le terrain légal et parlementaire, et tirailé hors de ce terrain par des actions de masse extra-parlementaires qui vont se multiplier et dont il hésite à se couper totalement.

Déjà Séguy parle du 1er mai comme de la prochaine démonstration commune de la gauche. Mais, d'ici 76, le calendrier est long, les 1er mai ne suffiront pas à le remplir. Il y aura en revanche de multiples occasions pour que les lycéens, les OS de Renault se fassent entendre, et bien d'autres encore.

L'épreuve s'annonce d'autant plus difficile pour les bureaucrates que l'actuelle mobilisation de la jeunesse révèle une influence réelle des organisations révolutionnaires sans commune mesure avec leur poids électoral.

Il ne s'agit pas, comme le faisait le mouvement étudiant de 68, de donner seulement des exemples de courage et d'audace.

Après les élections, les travailleurs s'interrogent sur les chances qu'ils ont de remporter des victoires et de les conserver, sur les réponses politiques à opposer au régime actuel.

Des lutttes de la jeunesse, ils retiendront trois choses.

D'abord que la lutte est possible et que le pouvoir peut reculer. Dès le déclenchement du mouvement lycéen, Fontanet n'a pas tardé à mettre un peu de son eau dans le vinaigre de la loi Debré.

Ensuite que l'organisation unitaire et démocratique de la lutte est une condition essentielle de son efficacité : le comité central de grève, le « soviet » lycéen, donne l'image d'une confrontation d'idées qui ne nuit pas à la discipline d'action, d'un organe élu et révocable auquel se soumettent les composantes du mouvement.

Enfin que le régime ne sort pas victorieux mais affaibli des élections, en sursis plutôt qu'installé.

En s'élargissant aux apprentis des CET, en s'adressant à la population le mercredi 28, en appelant les travailleurs à manifester le lundi 2 avril, la mobilisation de la jeunesse montre la seule voie : celle de l'extension de la lutte au mouvement ouvrier dans son ensemble.

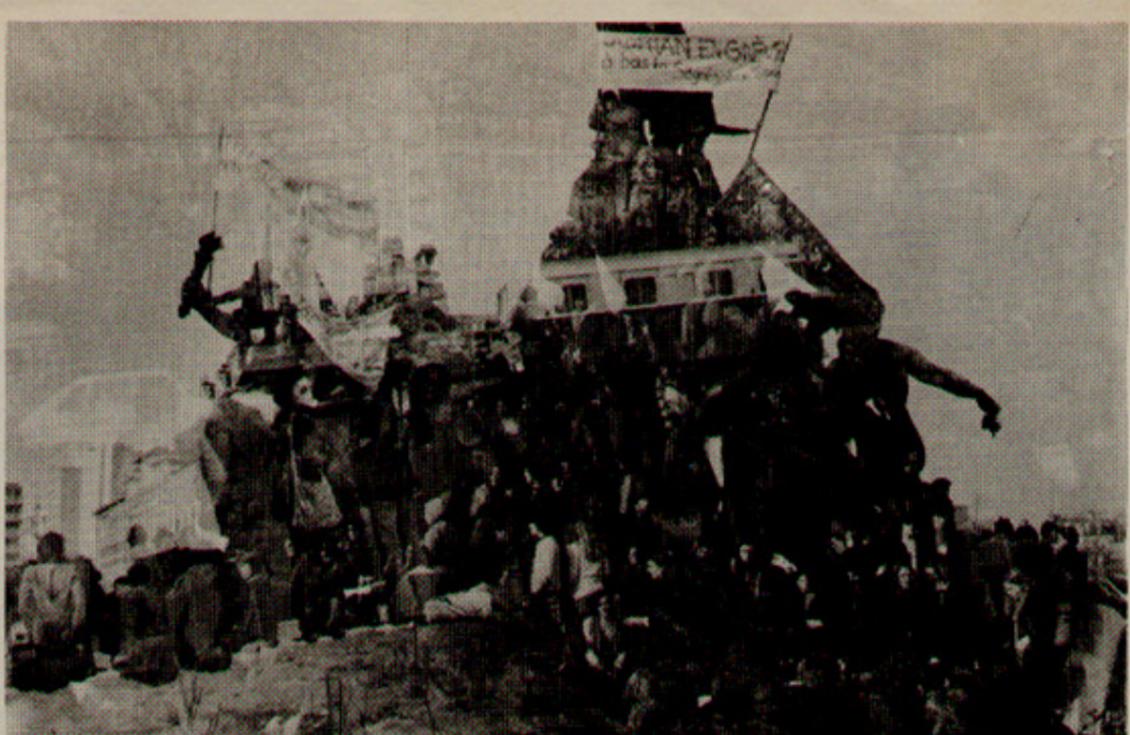
Le printemps ne fait que commencer, et il sera chaud.

Les lycéens, les étudiants, les apprentis des CET frappent seulement les trois coups.

le soulèvement de la jeunesse



photo Pappis-Boojum



lycéens, étudiants, apprentis, appelés tous unis

22 mars : manif interdite, Paris truffé de flics, 100 000 lycéens dans la rue. Pour le pouvoir, une baffa magistrale. Debré n'en dort plus : la France éternelle, fière du sang de ses héros, a perdu sa jeunesse...

Partout en France, du chef-lieu de canton à la métropole régionale, les rues résonnent encore du cri des lycéens. L'ampleur, le dynamisme, la discipline et l'unité du mouvement ont fait de la mobilisation lycéenne un événement politique considérable, réjettant dans l'ombre les jeux surnois des politiciens officiels autour d'un perchoir.

D'abord étonnés de leur propre force, mais conscients de leur responsabilité, les lycéens ont partout discuté des perspectives immédiates du mouvement. Trois questions essentielles devaient être résolues dans les plus brefs délais : comment continuer, comment organiser, comment élargir la mobilisation ?

28 mars : le relais

Une coordination nationale des comités de grève, réunie le 24 à Paris, permet déjà d'y voir plus clair : 600 participants, plus de 100 villes représentées. L'atmosphère est enthousiaste. Tout le monde est d'accord pour fixer au 2 avril la deuxième phase de l'offensive. Mais il faut, d'ici là, préserver la dynamique, éviter tout effritement ou baisse de tension : la journée d'explication du 28 mars répond à ces préoccupations. En outre, elle prépare l'élargissement du mouvement à l'extérieur des lycées.

Centraliser

L'ampleur de la mobilisation rend indispensable la mise sur pied d'organes de direction. Emanation direc-

te des coordinations locales et régionales, le comité central de grève lycéen qui se réunit le 27 mars constitue la direction autonome du mouvement. Son existence empêche toute main-mise bureaucratique, toute manipulation par un quelconque groupe s'auto-proclamant direction de la lutte. D'autre part, son incontestable représentativité rend vaine toute tentative de division : l'UNCAL elle-même doit s'y résoudre et se rallier à ses initiatives sous peine de s'isoler et de se discréditer.

Elargir

La présence en masse des étudiants et des élèves du technique dans les manifs lycéennes du 22 avait jeté les bases de la nécessaire jonction des trois secteurs. Restait à stabiliser les cadres de mobilisation autonome de chacun d'entre eux.

La lutte des étudiants contre les nouveaux diplômés du 1er cycle universitaire (DEUG) favorise cette convergence. La longue marche des étudiants parisiens le 27 après la fermeture d'Assas prouve la combativité et la politisation intenses qui se développent.

Mais l'événement fondamental reste l'entrée en lutte des CET. Coordination parisienne lundi 26 : 400 participants. Un collectif de direction est élu. Dans une atmosphère de travail militant, 5 manifestations sont préparées pour le lendemain. Elles réunissent le 27... environ 12.000 jeunes !

L'unité dans la lutte des facs, des lycées et des CET apparaît concrètement pour la première fois par un appel commun des trois collectifs aux 4 manifs organisées au terme de la journée d'explication du 28 mars.

L'unité de toutes les couches de la jeunesse ne constitue qu'une première étape de l'élargissement du

combat lycéen. La mobilisation du 2 avril doit s'étendre à tous les travailleurs et à leurs organisations.

L'armée : question centrale

L'extension et la dynamique interne du mouvement suscitent et appellent un développement de l'explication politique. D'emblée, c'est le problème même de l'armée qui se trouve posé : les divergences sur ce point ne doivent en aucun cas faire obstacle à l'unité la plus large dans la lutte mais la discussion démocratique à l'intérieur des structures du mouvement, loin de l'affaiblir, contribue au contraire à la politisation et à son renforcement. La lutte pour le rétablissement et l'extension du sursis est inséparable du développement de l'action et de la propagande antimilitariste : les lycéens d'Héguenau l'ont compris en terminant leur manif... dans la cour de la caserne. Le comité central de grève lycéen le montre clairement quand il se donne pour tâche de « dénoncer l'exploitation que le pouvoir veut faire du mouvement en laissant de plus en plus sous-entendre que l'instauration d'une armée de métier serait la solution de la crise actuelle ».

Le 2 : tous dans la rue

La combativité, l'organisation démocratique, l'élargissement et la politisation du mouvement rendent possible et nécessaire de franchir une nouvelle étape. Le 2 avril, jour de la rentrée parlementaire et du départ du contingent, la jeunesse et les travailleurs descendront en masse dans la rue : leur force et leur détermination, balayant toutes les causettes parlementaires, peuvent contraindre le pouvoir à reculer. Nous ne manquerons pas l'occasion.

LA VOLTE-FACE

La veille des manifestations du 22 mars, le PC expliquait encore qu'il s'agissait là de manœuvres de division, décidées par les gauchistes après qu'ait été connue la décision de l'UNCAL et de l'UNEF de manifester le 21 mars (sic). Comme les manifestations du 21 mars ont été un échec retentissant, il fallait bien que les lycéens se retrouvent quelque part : dans la nuit du 21 au 22 mars, le PC décidait de se rallier, et d'appeler à participer aux mobilisations décidées de longue date. On a ainsi pu assister à ce spectacle extraordinaire : l'UNEF et l'UNCAL appelant à participer à des manifestations interdites, organisées de A jusqu'à Z par ces comités de grève et de lutte qu'ils dénonçaient encore la veille. L'explication avancée par le PC est simple : la présence des organisations de jeunesse du PC et du PS était destinée à empêcher toute provocation. Mais comme la première tâche qu'a tentée de réaliser l'UNCAL au cours de la manifestation parisienne fut d'organiser un cortège à part, et se dirigeant en sens opposé du gros du cortège, on ne peut qu'être sceptique !

En fait, depuis le 22 mars, le PC a radicalement changé sa ligne de conduite : échaudé par l'expérience de Mai 68, traumatisé par le désaveu qu'infligeaient à ses militants toutes les Assemblées Générales, il a décidé d'être « dans le mouvement ». Certaines déclarations reproduites par l'Humanité ne sont pas fortuites : « L'important, c'est de faire l'unité des lycéens. Gauchistes ou pas, UNCAL ou pas » ; « L'UNCAL ne prétend pas avoir le monopole du mouvement » (Huma du 26.3.73). Le PC va jusqu'à reprendre l'ensemble des mots d'ordre avancés par le mouvement : « rétablissement et extension des sursis » (27.3.73).



Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions : la position du PC, tactique, peut changer du jour au lendemain. De nouvelles manœuvres de division et de récupération restent possibles. Nous devons donc dès maintenant insister sur ce point décisif : c'est du début à la fin que les organisations politiques doivent respecter la discipline d'un mouvement structuré démocratiquement. Et pas seulement au plus fort de sa mobilisation.

communiqué

Le comité central de grève lycéen s'est réuni le 27 mars à 17 h 30 à la faculté de Jussieu à Paris : composé des représentants des coordinations régionales des lycées en lutte, il réunissait 36 délégués de 15 villes de province et de Paris.

Il constate que l'écho rencontré par la journée nationale de grèves et de manifestations du 22 mars a donné au mouvement lycéen un rôle politique d'importance. Il se félicite de la poursuite de la mobilisation, et salue l'entrée en lutte des étudiants et la mobilisation des élèves des CET. (...)

Mais il est clair aujourd'hui que la tâche de l'heure est d'élargir le mouvement lycéen aux autres couches de la jeunesse et aux travailleurs. Déjà, les jeunes apprentis des CET sont massivement rentrés en lutte. Cette tâche est également de dénoncer l'exploitation que le pouvoir veut faire du mouvement lycéen, en laissant de plus en plus entendre que l'instauration d'une armée de métier serait la solution de la crise actuelle. (...)

La journée du 28 mars est destinée à préparer la nouvelle grande journée de mobilisation nationale du 2 avril, date de la rentrée parlementaire et du départ de la deuxième vague du contingent 1973. Ce jour-là, la grève générale se poursuivra dans tous les lycées, des manifestations se tiendront.

A l'heure où siègera une Assemblée qui a voté quasi-unanimement la loi Debré, il y a deux ans, pourra ainsi s'exprimer dans la rue la volonté commune des lycéens, des étudiants, des apprentis des CET et des travailleurs d'abroger la loi et de lutter contre l'embrigadement de la jeunesse. A Paris, la manifestation sera organisée à 18 h 30 à la gare de l'Est.

Par ailleurs, le comité central de grève lycéen apporte son soutien à l'ensemble des soldats du contingent actuellement en lutte dans les casernes.

Enfin, le comité central de grève lycéen appelle les travailleurs et leurs organisations à soutenir la lutte de la jeunesse contre la loi Debré. Il se déclare prêt à rencontrer les confédérations syndicales, ensemble ou séparément, afin d'envisager les modalités d'une action commune sur ces revendications.



photo TRIX

Coordination des comités de grève lycéen



photo Bureau-Gamma

Epilogue devenu classique : les flics chargent violemment le SO qui protège la dispersion de la manif du 22 mars.

LE SOVIET LYCEEN

Exemplaire par sa détermination, le mouvement de la jeunesse l'est aussi par les formes d'organisation dont il s'est doté. Unitaires et démocratiques, elles assurent la force, l'efficacité, la cohésion de la lutte.

Dans les lycées, se réunissent des assemblées générales quotidiennes qui, après discussion, votent à main levée la grève, ou sa continuation, ou les initiatives. Après quoi est élu un comité de grève chargé d'appliquer les décisions et révoquant à tout moment. L'Assemblée Générale ou le comité de grève délèguent deux représentants aux coordinations locales ou régionales qui siègent tous les deux jours environ.

Mardi 27, les lycéens ont élu leur comité central de grève, composé de 36 membres dont 16 délégués de Paris et 20 de la province, issus de leurs coordinations respectives.

Après chaque coordination ou comité central de grève, les délégués rapportent dans leurs assemblées de lycée la teneur des discussions, les positions qu'ils y ont défendues, les décisions prises.

Une structuration analogue est en cours dans les facultés et dans les lycées. Ainsi à Paris siège tous les deux jours une coordination des comités de grève parisiens, représentés par deux délégués chacun. Samedi 24, la coordination nationale a élu un collectif national de 7 membres.

Dans les CET, la coordination parisienne du lundi 26 rassemblait 103 délégués qui ont délibéré en présence de 300 observateurs.

C'est ainsi que le mouvement décide de ses perspectives, de ses mots d'ordre, de ses formes d'action. Les courants qui s'y manifestent peuvent avancer leurs propositions, leurs points de vue parfois divergents sur la continuation générale de la grève par exemple, ou sur la date et le lieu d'une manifestation centrale. Ainsi, pour la manifestation du 22 mars, la coordination a voté contradictoirement entre un appel direct à Denfert et la proposition de s'y rendre en 5 cortèges. Cette proposition l'a emporté. Mais lorsque cette proposition a été tranchée par un vote, l'ensemble des militants appliquent les décisions.

Les groupes politiques peuvent par ailleurs, et c'est normal, continuer à défendre, à exposer dans leur presse et dans leurs tracts leurs propres positions qui ne coïncident pas exactement avec celles du mouvement. Ainsi, rien n'est figé, la confrontation démocratique la plus large et la discipline dans l'action sont assurées. Gardant leurs propres moyens d'expression, distincts du mouvement, les organisations politiques peuvent défendre l'intégralité de leurs idées sans chercher à les faire endosser de force au mouvement par des manipulations diverses.

Elles respectent l'unité et la discipline du mouvement pour lequel leur existence distincte est une garantie de démocratie : ayant d'autres canaux pour s'exprimer, les organisations politiques n'ont pas besoin d'imposer l'intégralité de leurs positions. L'existence distincte du mouvement unitaire et des courants politiques qui y militent renforce la confrontation d'idées, l'unité, la démocratie.

Cette structuration du mouvement permet de mieux apprécier l'idée que se font de la démocratie ouvrière les organisations comme l'UNCAL ou l'UNEF-Renouveau qui, refusant de n'être qu'un courant dans le mouvement, se présentent comme un second mouvement, préexistant avec ses structures, ses bureaux élus depuis deux ans, inamovibles. Les initiatives de l'UNCAL et de l'UNEF visent à donner l'image d'une concurrence entre un mouvement « res-

ponsable » (le leur) et un mouvement « gauchiste ». D'où les appels à des manifestations distinctes en des lieux distincts, des jours différents, comme le 21 mars. En fait, il est clair pour la masse des jeunes mobilisés que ce mouvement responsable est en fait un mouvement bureaucratique de division. C'est ainsi qu'ils l'ont jugé en venant à 100 000 le 22 mars à Paris à l'initiative des comités de grève, alors qu'ils n'étaient que 5 000 la veille à l'appel de l'UNCAL. De même à Toulouse où ils étaient 35 000 le 22 mars et 1 500 la veille selon les organisateurs de l'UNCAL eux-mêmes.

Pour nous cette pratique bureaucratique n'est pas nouvelle. Elle est celle qu'appliquent depuis longtemps les militants du PCF dans le mouvement ouvrier. En s'opposant par exemple à l'élection, lors des grèves, de comités de grève unitaires, rassemblant syndiqués et non syndiqués, dépassant les rivalités nées de la division syndicale. Pourtant de telles structures unitaires soudant les travailleurs en lutte, leur donnent tout contrôle sur l'orientation de leur combat, renforcent leur position. Preuve en a été faite, en décembre dernier à l'EGF de Brest où la lutte démocratique dirigée par un comité de grève élu et révoquant quotidiennement a permis de faire céder la direction générale sur un problème d'effectifs à repercussions nationales à partir d'une grève locale ; ce qui ne s'était jamais vu.

Après les élections, en reprenant la lutte mais aussi en s'organisant comme ils le font, les jeunes montrent la voie : celle de la démocratie ouvrière des comités de grève, des conseils de délégués, des soviets.



photo Sipehioglu



L'ENT ... OURLOUPETTE

Dans plusieurs villes, le jeudi 22, un nouveau journal est apparu, se présentant comme l'organe du mouvement. Il se fait notamment le porte-parole des lycéens de Lille et convoque en leur nom une coordination nationale.

L'« entonnoir », c'est son nom, pourfend les groupuscules au nom du mouvement et de la base. C'est gonflé ! Ainsi ont toujours procédé ceux qui parlent intarissablement au nom du mouvement, qui s'érigent en interprètes de ses volontés, tout en rejetant toute démocratie organisée pour garder les coudées franches. Alors que le samedi 24 se tenait une coordination nationale de 600 lycéens, alors que le mercredi 27 siège un comité national des délégués de ville et région, délégués élus et révocables, l'« Entonnoir » appelle sa propre coordination. C'est de la démocratie à rebours, en un mot de la manipulation.

L'affaire devient plus grosse encore lorsqu'on lit l'éditorial de l'« Entonnoir », « réalisé (c'est lui qui le dit), par des lycéens de Lille ». L'édito s'appelle « 22 mars 68, 22 mars 73 », et il est signé par « des anciens du 22 mars ». Voilà des lycéens bien spontanés, qui vont dénicher pour éditorialistes quelques anonymes qui n'ont pour signature que leur passé.

Pourquoi pas fonder une amicale des anciens du 22 mars, avec banquet annuel ? Cet esprit vieux combattant de Nanterre, n'a rien à voir avec le mouvement du 22 mars, dont les signataires prétendent défendre l'esprit, à grand coups de contre-vérités historiques et d'âneries politiques.

Il faut une sacrée dose de prétention ruminante pour écrire « le 22 mars était pour Mai 68 ce que le premier soviét de Pétersbourg a été pour la révolution russe ».

Nostalgiques, paternalistes, manipulateurs, voilà des « anciens » qui vieillissent bien mal.

Daniel Bensaid



« L'ARMÉE, C'EST LE CET EN PLUS DUR ! »

Rouge a interrogé un camarade élève du Technique, membre du collectif parisien CET, après les manifestations du mardi 27.

Que se passe-t-il dans le Technique ?

Aujourd'hui, il y a plus de 120 CET et Lycées Techniques en grève sur Paris et la banlieue. Nous n'avons jamais été si nombreux.

Au moment des mobilisations lycéennes pour la libération de Guiot et contre la circulaire Guichard, nous étions déjà entrés massivement dans la lutte.

C'est tellement la caserne dans les CET, avec des exclusions, la pagaie, et si peu d'élèves organisés habituellement que nous avons toujours eu besoin jusqu'à maintenant de profiter des luttes lycéennes et étudiantes. Souvent, lorsqu'un CET entrait en grève tout seul, ça n'avait pas de résultat, sinon des exclusions. De toute façon, nous sommes intéressés par les luttes des autres jeunes. Guiot, et la circulaire Guichard, c'étaient aussi nos problèmes. Mais nous avons aussi nos propres revendications et nous sommes de futurs ouvriers. Aussi nous devons arriver un jour à nous organiser nous-mêmes dans le Technique, comme le font les lycéens et les étudiants de leur côté.

Cette fois-ci, nous sommes aussi solidaires contre la loi Debré, d'autant plus que les lycéens et les étudiants se battent pour l'extension des sursis aux jeunes travailleurs. Et ça nous intéresse.

Que représente l'armée pour les élèves du Technique ?

Pour nous, l'armée, c'est un peu, en plus dur, ce qui se passe au CET. Pas de liberté, des ordres tout le temps, pas le droit de sortir, etc... Avec des tas d'idioties en plus. Mais surtout nous savons bien que l'armée n'est pas en général du côté des ouvriers et qu'au contraire le gouvernement l'utilise contre les grévistes.

Il faut dire en plus que, quand nous sortons des CET, les patrons nous répondent souvent qu'ils ne peuvent nous embaucher tant que nous n'avons pas fait notre service militaire.

Outre le problème de l'armée, quelles sont vos revendications ?

Il y a les conditions de vie dans les CET. Les horaires sont trop longs, (40 h ou plus), la bouffe n'est pas toujours bonne et nous ne mangeons pas assez. Nous devons payer nos fournitures. Nous sommes tassés dans les dortoirs. La sécurité dans les ateliers laisse à désirer ! On n'a pas de liberté : pas le droit d'afficher ce qu'on veut ni de se réunir comme le font les lycéens. On a bien des délégués de classe, mais ils ne servent bien souvent à rien. Au Conseil d'Administration, on ne se préoccupe pas tellement de leur demander ce que veulent les élèves, ou alors, c'est sur des questions sans importance. Mais par contre, savoir si nous allons être embauchés, CAP ou non dans la poche, ils ont l'air de s'en foutre, à moins que cela n'arrange les patrons du coin qui sont au conseil.

Vous vous êtes donc coordonnés ?

Oui, mais ça ne s'est pas fait tout seul parce qu'il y avait au début pas mal de gars extérieurs au technique et nous voulons diriger nous-mêmes notre lutte. C'est pourquoi nous faisons un contrôle à l'entrée quand la coordination se réunit. Il y a donc la coordination régulière de plus d'une centaine de CET en grève ou en lutte. Cette coordination a élu un collectif d'une vingtaine de gars.

Quels sont les problèmes discutés dans la coordination ?

Nous discutons sur nos luttes et sur la façon de les organiser. C'est la coordination qui a mis au point les 5 manifestations de mardi après-midi.

Nous ne sommes pas toujours tous d'accord sur tous les points et c'est normal. Il y a la question de l'armée. Moi par exemple, je suis contre qu'on réclame la suppression du service militaire parce que cela voudrait dire qu'il y aurait seulement l'armée des engagés.

Mais de toute façon, je trouve que cette question ne doit pas diviser le mouvement des CET. Il faut rester unis entre nous et nous battre sur le plus urgent : la suppression de la loi Debré liberté de partir au service quand on veut et au plus prêt de chez nous, la réduction du service au temps des classes, qu'on nous embauche avant et après le service et qu'on touche un salaire après le service.

Nous devons aussi rester unis aux lycéens et étudiants pour qu'il y ait des manifestations communes et des rencontres entre nos collectifs élus.

Il y a un tract commun pour l'appel à la manifestation du 2 avril : c'est très bien.

Comment se sont passées les manifs de mardi après-midi ?

En tout nous avons été 12 000. Toutes les manifs devaient partir à 14 heures.

A Drancy, au carrefour des 6 routes, nous étions 3000. La manif est allée jusqu'à la Courneuve, puis à la Villette et s'est dispersée à Pantin. En cours de route, les gars ont distribué des tracts du collectif dans des camions militaires qui passaient et qu'étaient pleins d'appelés.

A Argenteuil, nous étions 2 500. A Corbeil, à partir de la gare, nous étions 1000. A Marcel Sembat, avec les CET du Sud, nous étions 2000. Nous sommes allés jusqu'aux usines Renault et nous avons expliqué notre lutte aux camarades ouvriers.

A Stalingrad, nous étions plus de 4000.

Ce qui est important, c'est que :

1) c'est la première fois que les CET décident seuls de descendre dans la rue. Nous avons pris conscience de notre force ;

2) que de nombreux lycéens et étudiants soient venus apporter leur solidarité. D'habitude, c'est nous qui allions à leur manif.

Comment le mouvement du Technique peut-il se renforcer ?

D'abord, en renforçant l'organisation du mouvement à la base. Avec des comités de grève élus par des assemblées générales qui doivent se réunir tous les jours. Que les élèves restent dans les bahuts aussi, pour les occuper, sinon l'administration peut les fermer et c'est plus difficile pour lutter après cela. Les gars qui vont aux coordinations doivent rapporter devant les gars qui les ont élus et ils doivent respecter l'avis de ceux qui les ont élus. De même, le collectif élu par la coordination doit faire uniquement ce qui est décidé par la coordination.

Dans les bahuts, il faut faire circuler les cahiers de revendications et les centraliser à la coordination. Enfin, après le 2 avril, les collectifs CET, lycée et étudiant doivent rester unis pour continuer la lutte.



Les apprentis devant Renault

dernière minute

28 mars : le comité central de grève lycéen n'a pu participer à la réunion de la commission armée-jeunesse. Une escouade de gendarmes mobiles lui en a interdit l'accès. En réaction, la CFDT et la JEC sont sorties de la réunion. La CGT et l'UNEF (AJS) sont restées.

fraternisation

Le 22 mars, à Haguenau (Bas-Rhin), un cortège de 1500 lycéens, a pénétré dans la cour d'une caserne. Les lycéens y ont tenu un sit-in en s'adressant aux soldats du contingent. Cette irruption a suscité le plus vif intérêt chez les appelés et provoqué une panique général chez les gradés. Les lycéens ont quitté la caserne sans problème. A Colmar, le même jour, et à Strasbourg le lendemain, les lycéens se voyaient barrer l'entrée des casernes où ils cherchaient à pénétrer.

Les lycéens d'Haguenau : un précédent et un exemple.

A Nogent-sur-Marne, le 23 mars, un groupe de soldats, de retour d'exercices, traversait la ville en camion. Sur le parcours, ils ont manifesté bruyamment leur solidarité avec les lycéens en lutte contre la loi Debré. Repérés par la Sécurité Militaire, ils ont été interrogés 12 heures d'affilée par ses sbires. 4 d'entre eux ont été « condamnés » à un mois de tôle et immédiatement transférés dans un camp disciplinaire en Allemagne.

Vive la solidarité des soldats et lycéens en lutte contre l'embarquement militaire !
Liberté pour les soldats emprisonnés !

100.000 à Paris, 150 à Honfleur, un 22 mars vraiment national

100.000 à Paris, c'est vrai, c'est impressionnant. 30.000 à Toulouse, 20.000 à Lyon, 15.000 à Rouen... C'est aussi considérable. Mais le fait marquant de la journée du 22 est sans doute l'ampleur de la mobilisation lycéenne dans les villes d'importance moyenne et même dans les petites communes, éloignées de tout centre urbain.

De fait, le mouvement lycéen n'a pas épargné, le 22 mars, la moindre ville ou les moindres bourgades : 200 à Migennes, 150 à Honfleur, 3000 à Grasse, 1300 à Mende, 800 à Bolbec... Il est impossible d'énumérer plus : autant prendre l'annuaire des communes et rajouter un chiffre à chaque ligne (ou presque).

C'est dans cette homogénéité et cette extension nationale que le mouvement a puisé sa force. Dans tous les cas, la manif du 22 consti: e la plus importante mobilisation lycéenne jamais réalisée. Très souvent même, elle dépasse les « scores » de Mai 68 !

Cette réalité nationale du mouvement est un camouflet cinglant pour tous ceux qui s'évertuaient à le considérer comme une « manipulation des lycéens par des agitateurs professionnels »...



Le 22 dans la m... Y...

le soulèvement de la jeunesse



photo Simonet

Les étudiants se mobilisent à leur tour. Solidaires des lycéens contre la loi Debré en grève générale contre le DEUG, ils ont en plus riposter immédiatement à la fermeture d'Assas : 5000 manifestants ont traversé Paris le 27 mars, échappant aux barrages de flics.

DANS LES FACULTÉS

Dans plus de 20 villes universitaires la grève est maintenant complète. Certaines universités sont occupées : les locaux administratifs ont été ainsi — avec leurs ronéos, leurs machines à écrire, le papier — mis au service du mouvement de toute la jeunesse. Dans toutes les facultés parisiennes se tiennent souvent les plus grosses assemblées générales que le mouvement ait connu. Des initiatives de toutes sortes sont prises pour animer la grève, pour transformer — au moins provisoirement — le visage des facultés : des fêtes, des forums, des contre-cours. Les manifestations, les explications à la population, la solidarité avec les lycéens et les CET se préparent à nouveau dans les facultés, et en font des « ruches », bases arrières de la mobilisation générale en cours.

Ce mouvement de masse est dû autant au ministre Debré qu'au ministre Fontanet : l'arrêté sur le « DEUG », par son attaque directe contre les étudiants, les a incités à se joindre aux lycéens contre la loi Debré. Le degré d'organisation est à souligner : AG, comités de grève élus dans chaque fac ou département, coordinations locales, régionales et nationales.

La première coordination nationale a siégé à Jussieu le samedi 24 mars de 14 h à minuit. 27 villes étaient représentées dont quelques unes à titre d'observatrices. Après un contrôle des mandats et un état de la mobilisation, perspectives et mots d'ordre firent l'objet d'une discussion longue et serrée. Tous les courants politiques existant au sein du mouvement étudiant étaient représentés et on peut dire que les délégués élus constituaient un reflet de ce qui se passait dans les différentes universités.

Même si les débats contradictoires entre les différents groupes sont vifs, ils n'ont jamais encore nui au mouvement : ce qui confirme que celui-ci est en pleine ascendance. L'objectif : plus de 100 000 étudiants dans la rue en France le 2 avril pour faire reculer le pouvoir !

enseignants :

GARANTIE D'EMPLOI POUR TOUS LES AUXILIAIRES

Un peu effacée par l'ampleur des luttes de la jeunesse scolarisée, la mobilisation des enseignants pour la titularisation des auxiliaires continue à se développer. Mouvements de grève, émergence des comités de défense des auxiliaires, manifestations diverses auront marqué ce second trimestre.

La direction de la FEN, toujours à l'arrière-garde, vient d'annoncer triomphalement qu'elle engageait une action nationale pour la défense des personnels non-titulaires de l'Education Nationale... courant mai.

Le silence pré-électoral

Cette rigoureuse décision fait suite à une longue période de mutisme de tous les syndicats de la FEN. En ce temps-là les syndiqués étaient conviés à remettre leur sort dans la victoire de l'Union de la Gauche.

Et pourtant de très nombreux enseignants, dans l'Ouest de la France étaient en grève sur un même mot d'ordre : « Titularisation immédiate de tous les auxiliaires ». Des comités de lutte regroupant syndiqués, non syndiqués, titulaires et auxiliaires appelaient à une grève de 48 heures reconductibles par les grévistes eux-mêmes, et très largement suivie. Loin de populariser, de soutenir leur action, les directions du SNES, du SNI, firent tout pour l'étouffer, c'est-à-dire rien.

La mobilisation progresse

Seule l'intervention des enseignants révolutionnaires, notamment ceux de l'Ecole Emancipée, a permis de percer le mur du silence : campagne de tracts, intervention dans les congrès syndicaux, affiches, réunions publiques, ont fait connaître les grèves des académies de Nantes et Rennes de février et mars.

Ici et là apparaissent des comités de lutte de M.A. De tels comités, sans intérêt s'ils sont réduits à une poignée de militants anti-syndicaux en dehors de

toute mobilisation, sont au contraire à impulser, en période de lutte, comme structure du mouvement.

Sur Paris, c'est à l'appel du comité de lutte des auxiliaires soutenu par l'Ecole Emancipée et Renovation Syndicale que se sont réunis le mercredi 21 mars 400 maîtres auxiliaires. L'assemblée générale a décidé de poursuivre sous forme de « semaine d'action » le travail de sensibilisation dans les établissements, et d'appeler les 26 et 27 mars, en même temps que le SGEN-CFDT, à la grève, mais sur ses propres mots d'ordre : « Titularisation immédiate de tous les auxiliaires » ; « Pas un seul licenciement de M.A. à la rentrée 73 ».

La grève du SGEN-CFDT

C'est qu'en effet la direction du SGEN appliquant — enfin — les mandats du congrès de Pâques 72, lance une grève tournante de 48 heures par académie, pour obtenir du gouvernement un plan pluriannuel de titularisation des auxiliaires. N'ayant pu se mettre d'accord ni avec la direction de la FEN, ni même avec celle du SNES, le SGEN part relativement isolé à la bataille. Très minoritaire chez les enseignants, assez divisé entre une aile combative et une aile réactionnaire, prête à boycotter la grève « pour ne pas encourager les lycéens », le SGEN aura du mal, même en profitant du soutien critique des comités de lutte d'auxiliaires à faire percer sa grève.

Il n'en reste pas moins qu'elle offre un débouché à toute une série de mobilisations locales contre l'auxiliaire, et une couverture syndicale pour des luttes plus dures.

Ce mardi 27 mars un premier bilan a été tiré dans une AG des grévistes de la région parisienne appelée par le comité de lutte.

le 26/3/73
Hélène BERTAU

médecine-rennes : 9 semaines de combat

Pendant les 7 premières semaines de la lutte, les pouvoirs publics ont mis sur l'indifférence pour faire pourrir la grève des étudiants en médecine de Rennes, commencé le 26 janvier !

L'occupation décidée pour imposer de sérieuses négociations ne sera pas brisée par les forces du désordre, vu la popularité de la grève et le soutien actif qu'elle reçoit : des autres facultés et lycées en grève qui viennent renforcer l'occupation la nuit, du comité de soutien qui existe sur la ville, regroupant la CFDT, l'APF, Choisir, des associations de quartier...

L'administration va devoir reculer : après 10 jours d'occupation, une entrevue a lieu avec le président de l'université, celui-ci commence à reculer sur tous les fronts. Il accepte : l'ouverture de l'université (officiellement fermée depuis le samedi 17) ; l'ouverture de « réelles » négociations pour le mercredi 28.

Ceci constitue une première victoire, mais tout le monde demeure vigilant, prêt à la riposte si nécessaire. La grève continue jusqu'à la victoire.

EXTRAITS DE LA RESOLUTION ADOPTEE A LA CONFERENCE NATIONALE DES COMITES DE GREVE ETUDIANTS DU 24 MARS 1973

Les manifestations du 22 mars d'une ampleur sans précédent, ont rencontré un large écho. La majorité de la jeunesse s'est prononcée pour l'abrogation de la loi Debré, pour le droit de tous les jeunes de décider librement de la date de leur incorporation. 30 % des lycéens ont fait grève. Des centaines de milliers ont manifesté.

Le pouvoir n'a pas encore cédé

Malgré la grande sympathie que le mouvement actuel de la jeunesse recueille, il ne donne aucune satisfaction aux revendications avancées. Pire, il essaie d'en dénaturer le sens. Il veut masquer sa politique d'embrièvement à l'armée, et aussi sa politique de sélection sociale dans l'enseignement. (...)

* Elle décide d'appeler à une journée nationale d'explication et de manifestations, le mercredi 28 mars, en direction de la population avec les lycéens.

* Elle décide d'appeler à la mise en place de coordinations locales lycées, facs, IUT, CET.

* d'imposer concrètement l'apparition du mouvement étudiant, ceci par toutes formes de manifestations que nous nous donnerons les moyens de tenir le 2. (...)

Non au DEUG

Le DEUG est inamendable
A bas toute forme de concours de recrutement
Garantie de l'emploi au niveau de qualification atteint

Titularisation de tous les auxiliaires
Les patrons hors des facs

A bas la loi Debré
Libre choix de la date d'incorporation

Suppression de la clause d'embauche

Non à l'encasernement

Service national, service du capital

Adopté à l'unanimité, moins trois abstentions



Rugby, photo, canot : ne nous laissons pas abuser par cette douce sérénité. La dernière fois qu'un ex-premier ministre s'est mis en réserve de la République, cela n'a pas duré longtemps.

Souscription :

L'objectif fixé pour la souscription de soutien à la campagne de la Ligue a été atteint. A la date fixée, les sommes recueillies dépassent les 40 millions d'anciens francs. Que tous ceux qui ont contribué à cet effort financier soient ici remerciés. Mieux que l'emprunt Giscard, cet argent fructifiera. Il a donné des millions de tracts, des centaines de milliers d'affiches, des centaines de réunions. Il a permis aux révolutionnaires de faire entendre leur voix dans ce concert cacophonique que sont des élections bourgeoises.

Il ne s'agit pourtant pas d'un point final. L'activité révolutionnaire continue et avec elle les dépenses. Les amendes et procès continuent de grèver lourdement notre budget. La souscription comme le soutien militant est pour nous un besoin permanent.

SOUSCRIPTION	
Total précédent	338 374,43
Marcelle B., Draguignan	50,00
L.S., Paris	500,00
Michel F., Ivry	5,00
André C., St Etienne	100,00
Pierre B., Tomblaine	100,00
Michel R., Paris	85,00
Section LC de Bordeaux	213,40
Camille T., Toulouse	500,00
Pierre A., Grenoble	100,00
Nicole F., Blois	100,00
Michel A., Romainville	30,00
Bernay LC	420,00
Verneuil sur Avre LC	150,00
Mortagne LC	50,00
Michel B., Aix	50,00
Bernard L., Aix	55,00
Andrée R., Paris	10,00
Section LC du Mans	723,00
Sympathisants de la Roche sur Yon	265,00
Nicole T., Gardanne	10,00
Guilbu, UL-CFDT, Louviers	10,00
Lucien T., Beauchamp	20,00
Section LC Amiens	363,00
Angers	360,00
Sedan	165,00
Creil	185,00
Comité de Soutien à la Candidature Révolutionnaire de Narbonne	140,00
Collecte meeting Krivine à Narbonne	294,00
Roland R., Perpignan	957,00
Comité de Soutien à la Candidature Révolutionnaire de Perpignan	234,00
Section LC Perpignan	2 400,00
Rennes	1 059,00
Henri C., Paris	140,00
Michèle L., Paris	100,00
Nicole S., Paris	20,00
Jean B., Lagny	50,00
Section 2, Paris	1 508,60
Section 3, Paris	455,00
Section 7, Paris	516,00
Section 9, Paris	808,00
Section 12, Paris	100,00
Section 16, Paris	1 355,50
Section 18, Paris	1 754,00
Section LC, Rouen	25 000,00
Toulouse	18 000,00
Aix	2 000,00
Carcassonne	1 000,00
Lyon	5 000,00
Nîmes	750,00
Poitiers	300,00
Troyes	500,00
St Brieuc	800,00
Total	407 784,93



majorité

NOUVELLE DONNE

Ce n'est pourtant pas un poste de tout repos : pas question de dormir pendant les séances, impossibilité de « sécher », faire semblant de suivre les débats, agiter le marteau de temps à autre. Président de l'assemblée, c'est un vrai boulot de galérien. Si Edgar Faure et pendant quelques jours Chaban-Delmas se sont portés candidats, ce n'est pas parce qu'ils se sentent des âmes de forçats. Pour Edgar, ex-radical, plusieurs fois ministre sous la IVème, qui n'a plus assez de mains pour serrer la louche à tous ses amis passés, présents et futurs, comme pour Chaban, ex-radical, plusieurs fois ministre sous la IVème, surnommé dans cette république, liftier en chef pour avoir toujours renvoyé l'ascenseur, le fauteuil du président de l'assemblée est fait sur mesure. Ils ont tous deux le sens des « relations humaines ». Mais leurs affinités électives ne s'arrêtent pas au sens du contact.

Réformisme éclairé

La rivalité entre Edgar Faure et Chaban-Delmas n'a guère de sens du point de vue politique. Tous deux ont le même projet et veulent s'appuyer sur les mêmes forces : majorité d'idées ou nouvelle société, il s'agit pour l'un comme l'autre de rassembler les centres épars des réformateurs schréibériens aux UDR sociaux, tout en clignant de l'œil avec insistance vers les socialistes. Edgar a pris de vitesse Chaban dans le rassemblement des centres. Il sera leur candidat à la présidence de l'assemblée. Certes Chaban aurait pu être élu contre Edgar Faure mais avec les voix de la droite UDR. Ce qui constitue tout de même une tâche originale un peu trop visible pour quelqu'un qui se prétend champion de l'ouverture à gauche. Chaban comme Edgar Faure représente un projet politique qui est celui de toute une fraction de la bourgeoisie : réformes sociales apparemment hardies, libéralisme affiché, participation. Le fond de cette politique, l'intégration sociale du mouvement ouvrier, à l'aval d'une partie minoritaire du patronat, représentée par Antoine Riboud, PDG de BSN : cette frange la plus moderniste des patrons est prête à payer — même cher — la paix sociale. La réduction des inégalités sociales, thème dont les portes-paroles de la bourgeoisie ont fait leur leitmotiv, ne leur est pas inspiré par la charité chrétienne. C'est pour eux une question de survie. Sans démagogie sociale, ouverture à gauche et couver-

ture de réformes, la coalition centro-gaulliste risque de mal passer les prochaines échéances électorales.

Même Giscard se fait le champion de la société de progrès social. Pour un serviteur loyal du grand capital qui a fait payer au prix fort l'expansion à la classe ouvrière, il ne s'agit pas d'une remise en cause de sa politique. Mais le grand argentier entend se démarquer de la droite. Cette évolution risque de heurter sa clientèle modérée, hostile à toute réforme profonde de l'ordre social. Quand on a assis sa popularité chez les petits épargnants, en se présentant comme l'héritier de Pinay, il est difficile de se couper de cette base de manœuvre électorale. La politique financière de Giscard est une politique de classe. Ce n'est pas un hasard si Républicains Indépendants et Réformateurs sont les favoris du patronat : leur soumission aux intérêts du grand capital est plus nette.

Entre la politique d'un Giscard et celle que pourrait suivre un Chaban ou un Edgar Faure, il n'y a pas de muraille de Chine : garantir l'expansion, construire l'Europe des trusts, accroître le profit. Tout le monde est d'accord sur l'essentiel. Si on cherche entre les queues de cerises, on devine que les préoccupations sociales d'un Chaban répondent à une stratégie d'ensemble face au mouvement ouvrier tandis que pour les Républicains Indépendants, il s'agit de lâcher un peu de vapeur pour empêcher le couvercle de sauter.

Un peu de regret chez Lecanuet d'être obligé de traverser l'Atlantique pour rencontrer l'Amérique, une certaine réticence à distribuer les miettes de l'expansion chez Giscard. Mais en gros, une homogénéisation politique des diverses tendances de la bourgeoisie.

La fin du gaullisme

Les rivalités ne sont pas politiques mais personnelles. Les candidats qui se bousculent aux portillons de l'Elysée, chassant sur le même terroir, il n'est pas étonnant qu'ils finissent par se tirer dessus.

Mais au-delà de cette gentille lutte fratricide se dessine la recombinaison des forces politiques bourgeoises. La lutte pour le fauteuil présidentiel — celui de l'Assemblée — a fait palpiter quelques centaines de notables politiques. Mais elle a été aussi la première épreuve de force post-électorale entre l'UDR et ses

alliés. Ceux-ci, Républicains Indépendants, centristes duhaméliens et naturellement fauristes, ont pris acte de l'effritement du parti gaulliste. L'UDR n'a plus à elle seule la majorité à l'assemblée et les alliés et ralliés mais néanmoins rivaux entendent en tirer parti pour sanctionner de fait le changement d'équilibre entre les tendances de la majorité. Edgar Faure l'a si bien senti qu'il a pris le risque de faire éclater l'UDR. Battu dans sa course au perchoir, il pouvait en quittant l'UDR former une nouvelle coalition avec le CDP, les réformateurs, les Républicains Indépendants et les fauristes. De quoi contre balancer efficacement une UDR sur le déclin. Cet équilibrage entre les partis politiques bourgeois est facilité par l'évolution même de l'UDR. Les institutions de la Vème République avaient été taillées sur mesure pour le Bonaparte. Pompidou n'est pas de Gaulle. La cohésion de l'UDR était fondée sur la fidélité inconditionnelle au général : Pompidou n'inspire pas la même confiance. Rassemblement national inter-classiste, le parti gaulliste n'avait d'autres fonctions que répercuter la voix du maître. Le guide disparu, les gaullistes souhaitent la transformation de l'UDR : de mouvement attrape-tout en parti de droite classique. Ce qui nécessite des concessions en nature à une clientèle modérée ; ce qui est contraire aux intérêts du grand capital défendu par Pompidou. Il n'est pas à exclure que les élus UDR, dépourvus de projet à long terme, se fassent les portes-paroles parlementaires de ces couches moyennes, y compris contre les volontés élyséennes.

Une fronde parlementaire des élus gaullistes est d'autant moins à écarter que l'air du temps est au renouveau du parlement. Histoire d'accroître l'idée que les jeux parlementaires ne sont pas si vains qu'on veut bien le croire. Des bonnes colonnes du « Monde » à celles de l'« Express » d'éminents juristes politologues jonglent avec des assemblées où les forces politiques s'équilibrent harmonieusement dans un débat constructif. Le parlement lui-même contrebalancerait le poids de l'exécutif. Ces aimables contorsions n'ont d'autre but que remettre au premier plan les marionnettes parlementaires au détriment des luttes sociales. Les pleins feux de l'actualité sur les sprints de Chaban et Edgar Faure au moment où des centaines de milliers de lycéens manifestaient dans la rue, n'avaient pas d'autre but.

Arthur Colt

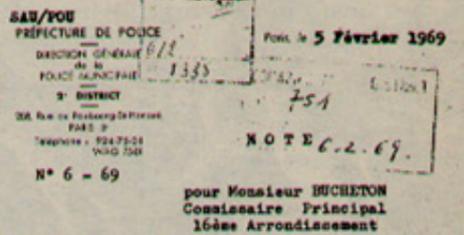
FLAGRANT DELIT (de presse)

Mettre la main sur les pellicules photographiques des journalistes ne satisfait pas à la police. Ce genre de bavures déclenche à coup sûr d'ennuyeux mouvements de protestation (cf. dernier Rouge). Il est plus simple de déguiser des flics en journalistes, et de leur fournir de faux brassards et fausses cartes de presse indispensables. En voici une preuve : une « note », envoyée à M. Brucheton, commissaire principal du XVIème arrondissement, par la préfecture (direction générale de la Police Municipale, 2ème

district) :
« Veuillez trouver ci-joints deux brassards de presse que la Direction Générale met à votre disposition en vue d'une éventuelle utilisation lors des diverses missions de maintien de l'ordre.

Signé :
le commandant
J. Sauron »

Reste à savoir qui approvisionne la préfecture en brassards de presse. Sont-ils fabriqués en série en même temps que les uniformes ?



Veuillez trouver ci-joints deux brassards de presse que la Direction Générale met à votre disposition en vue d'une éventuelle utilisation lors des diverses missions de maintien de l'ordre.

Le Sous-Directeur,
LE COMMISSAIRE
J. SAURON

méfaits divers



LES FLINGUEURS

Depuis « Nous sommes tous en liberté provisoire », on savait comment tout individu peut se retrouver du jour au lendemain dans l'enfer des prisons. Le zèle répressif ne s'arrête pas là : il est également assez facile de se faire descendre d'une rafale de mitraillette.

A Bruay-en-Artois, un automobiliste de vingt-trois ans a été abattu par les flics le 20 mars dernier. Il conduisait sans permis et avait forcé un barrage de police. Pris en chasse et rattrapé, il dut descendre de sa voiture et se placer contre un mur. Le brigadier Buhier lui tira, alors, cinq balles dans le corps.

« Le jeune homme, dit le policier, m'a bousculé, son geste a déclenché la rafale ». Personne bien sûr ne croit qu'une mitraillette peut partir comme ça. Et surtout pas le père de la victime, un ancien policier qui connaît le sujet.

Quatre jours avant l'affaire de Bruay, un jeune de dix-neuf ans avait été mortellement blessé dans les mêmes conditions : un barrage de police forcé, une rafale. Il y a trois mois, dans un commissariat de Versailles, un travailleur algérien avait été tué d'une rafale de pistolet mitrailleur.

L'année dernière, plusieurs personnes ont été abattues dans la rue, soit parce que les flics s'« affolent », ou sont en « état de légitime défense », soit parce

qu'elles ne répondaient pas aux « sommations ».

L'Etat policier se dévoile là sous une forme grotesque et dangereuse à la fois : non seulement les policiers sont armés d'armes qui partent toutes seules, mais encore ils s'affolent, ont des liaisons avec les truands et les proxénètes, et bénéficient de hautes protections qui rendent la justice bienveillante à leur égard.

A ce compte là, il ne faudra pas tellement longtemps pour que toute la population française voit la police pour ce qu'elle est (un corps spécialisé de répression, privilégié, coupé du reste de la société) et non pour ce que l'idéologie veut la faire passer (un corps de fonctionnaires de service public).

Mais cette tendance policière à considérer tout individu, après dix heures du soir ou parce qu'il a une gueule de jeune, comme une cible possible, peut aussi donner un très mauvais exemple : comme preuve, la multiplication des « comités de locataires », certains armés de Winchester, ou des petits commerçants héroïques et chasseurs de hippies. Les flics nerveux ont des émules chez une catégorie d'hystériques fascistes, hantés par l'ordre et la propriété de leur HLM ou de leur voiture.

F.L.

ALLO, JE SUIS ECOUTE ...

Certains milieux de la haute industrie italienne utilisent, en vue d'opérations politiques d'extrême-droite, la corruption qui ravage la classe politique (ce qui n'est pas nouveau) et l'électronique miniaturisée (ce qui l'est plus).

Dans une enquête du *Canard Enchaîné*, Claude Angeli explique comment deux grands patrons (un pétrolier et un métallurgiste) essaient de torpiller d'éventuelles expériences de « centre-gauche » en Italie. Pour cela, il faut « tenir » les parlementaires démocrates-chrétiens et socialistes, en accumulant les informations sur leurs prévarications, les pots-de-vin et les maquillages immobiliers. Et pour s'informer, rien de tel que l'écoute téléphonique, à grande échelle et sans exclusive. Andreotti, chef du gouvernement, Leone, Président de la République, des ministres, des syndicalistes, des industriels, des journalistes, en somme toutes les personnalités impliquées dans la vie politique, avaient leur téléphone ou leur bureau surveillé par des micros. Des centaines de personnes.

Depuis que l'affaire a éclaté, vingt-deux personnes ont été inculpées, dont Tom Ponzi, dirigeant de la plus importante entreprise de police privée italienne et lié au MSI. L'ex-numéro 2 de la brigade criminelle de Milan, Walter Beneforti, est en prison. C'est lui qui avait fourni au ministère de l'Intérieur des appareils d'écoute. D'Amato, chef de la police politique au ministère de

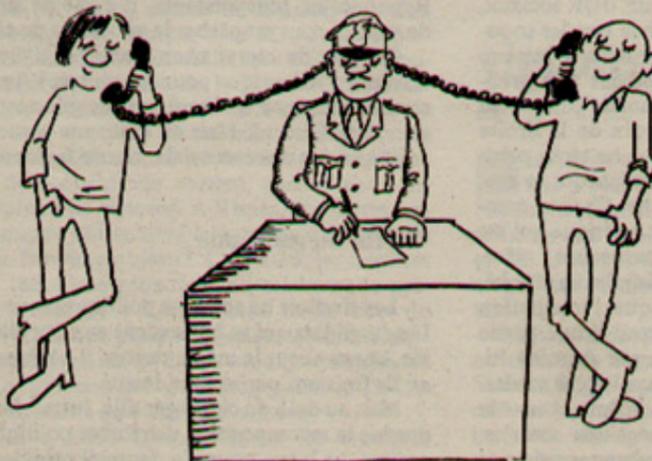
l'Intérieur, est également suspect.

Comme dans « Z », les conjurés sont menacés par un jeune juge d'instruction qui a l'air de vouloir aller jusqu'au bout. Mais il est clair qu'il se heurtera, dans son enquête, aux victimes mêmes des écoutes, qui n'ont certainement pas intérêt à voir toute la vérité déballée.

Les « écouteurs » ont de quoi faire chanter : la plupart des bandes magnétiques, preuves redoutables, sont entre leurs mains.

Le point le plus important dans cette affaire, c'est la confirmation du réseau de complicités dont dispose l'extrême-droite au sein des multiples corps de répression : les opérations d'écoute étaient menées par une série d'individus différents, mais semblant agir selon un plan coordonné : des policiers, des hauts-fonctionnaires, des agents du MSI, des membres de polices parallèles. Les suites judiciaires de l'attentat de décembre 69 à Milan, avec les inculpations de militants du MSI et de hautes personnalités politiques, prouvaient déjà la même chose. En Italie, certains secteurs de la bourgeoisie industrielle n'ont plus confiance dans l'appareil politique bourgeois actuel, inefficace et compromis. Sans viser l'installation d'une réelle dictature fasciste, une « démocratie musclée » ne serait pas pour leur déplaire. Ils semblent s'être donné les moyens matériels d'y parvenir.

F.L.



liberté pour Torrès et ses camarades

Ce mercredi 28 mars ont été jugés à Paris quatre militants espagnols : José Torrès, Jesus Sébastien, Pedro Gallego et José Monserrate Arrêtés il y a huit mois, ils croupissent depuis à la Santé. Le motif officiel de leur arrestation ne leur a été communiqué que longtemps après : ils seraient inculpés pour détention d'armes.

Ils n'ont dû l'amélioration légère de leurs conditions de détention qu'à la grève de la faim qu'ils ont menée pendant plus de quatre semaines avec l'appui de l'épouse de Jose Torrès.

Un comité de soutien s'était formé à Paris et à Toulouse pour obtenir leur mise en liberté ou l'ouverture immédiate de leur procès. Les élections ont plongé dans l'oubli total ces quatre militants.

Ils sont jugés aujourd'hui et quoique leur procès ne soit pas considéré comme procès politique par la magistrature, c'est bien la collaboration Franco-Pompidou qui sera alors jugée.

8 mois de prison déjà pour s'être armés contre la dictature franquiste, tel est le lot des militants révolutionnaires espagnols dans la France de Pompidou !

Il faut obtenir la liberté pour Torrès et ses camarades et briser la collaboration entre les polices française et espagnole ! Notre lutte est la même que celle de nos camarades qui se dressent contre les procès monstrueux des dirigeants ouvriers et des militants révolutionnaires en Espagne qui s'ouvrent aujourd'hui.

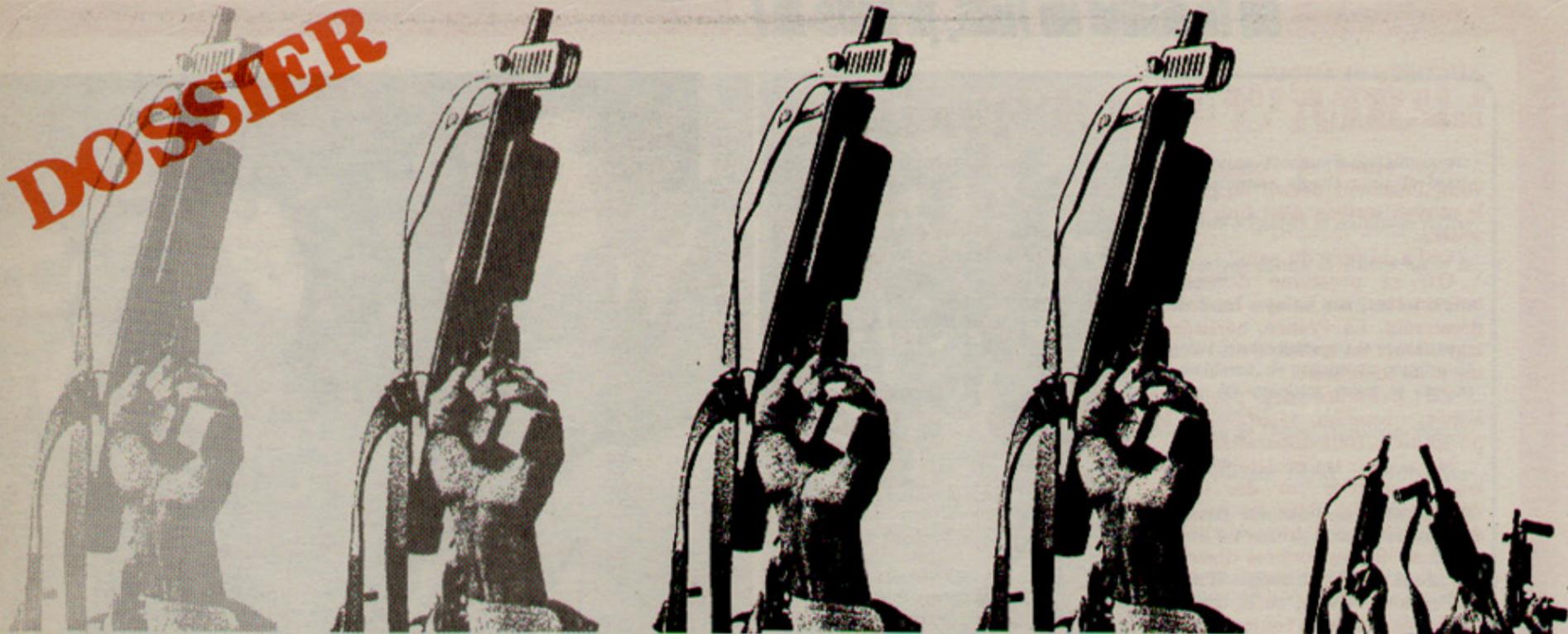
A bas la dictature franquiste !

A bas la collaboration Franco-Pompidou !

Liberté pour Torrès et ses camarades !

le 27.3.73

DOSSIER



contingent rouge

APPEL DU 153^{ème} RIMECA DE MUTZIG
(REGIMENT D'INFANTRIE MECANISEE)

« On te donne un fusil, prends-le »

Nous faisons nôtre ce mot d'ordre parce que nous pensons qu'une société authentiquement démocratique n'a pas besoin de corps spéciaux armés. Le droit égal de tous à être instruits dans l'armement et les techniques de combat n'existe pas et pour cause.

La bureaucratie militaire avec ses traditions surannées est recrutée selon un mode sélectif socialement, pour le maintien des couches sociales possédantes. L'instruction des armes, extrêmement rudimentaires, donnée aux contingent exprime la volonté selon laquelle les couches populaires ne seraient que des troupes de manoeuvre dociles dans un conflit éventuel.

Les rapports hiérarchiques et les pressions ultra-autoritaires auxquels sont soumis les appelés perpétuent les méthodes actuelles d'enseignement et tous les interdits contre lesquels la jeunesse commence à lutter. Ils sont en même temps la garantie de la séparation entre décisions et exécutions dans une société où la gestion de la production sociale est le privilège de quelques uns.

Le droit égal pour tous à recevoir une instruction des armes ne justifie nullement un encasernement de 14 à 16 mois. Ce chômage voilé scandaleux est peut-être justifié par de pseudo-raisons économiques, mais ce n'est pas notre affaire puisque nous n'avons aucune part réelle dans la gestion de la société française. Des centaines de milliers de jeunes sont ainsi légalement réduits chaque année à une semi-détention dégradante.

(...) Il faut démystifier l'opinion très répandue dans les couches populaires selon laquelle le service militaire et la discipline obsessionnelle sont une phase nécessaire d'entrée dans la vie adulte. Cette opinion n'est que l'expression idéologique d'un sado-masochisme culpabilisé produit de l'éducation et ciment des rapports sociaux actuels.

L'instruction militaire doit être un droit égal pour tous.

(...) Nous, comité d'action des soldats du 153^{ème} RIMECA, stationné à Mutzig, avons voté à l'unanimité cet appel et souhaitons que toutes les organisations ouvrières et de jeunesse, sans sectarisme, le diffusent largement parmi les travailleurs, étudiants et soldats.

Comme tous les appelés, nous sommes consignés dans nos casernes. On nous prépare à intervenir en tant que forces répressives. Il faut que les travailleurs et la jeunesse sachent que les soldats du contingent NE TI-RERONT JAMAIS SUR LES OUVRIERS.

Nous, comité d'action, nous opposeront à tout prix à l'investissement d'usines par les militaires.

Demain ou après-demain, nous sommes censés investir une usine d'armement que veulent occuper 300 ouvriers qui y travaillent.

NOUS FRATERNISERONT !

Soldats du contingent, formez vos comités !

Nos revendications immédiates sont :

- Service militaire réduit à 8 mois avec instruction militaire effective.

- Abolition de la discipline obsessionnelle non nécessaire au contenu de l'instruction militaire.

- Liberté d'organisation politique et syndicale du contingent.

- Réforme pédagogique basée sur le dialogue de l'instruction militaire et cogestion de toutes les activités avec les instructeurs.

VIVE LA SOLIDARITE
DES TRAVAILLEURS,
SOLDATS, ETUDIANTS
ET LYCEENS

VIVE LA DEMOCRATIE OUVRIERE
VIVE LA JOIE, L'AMOUR
ET LE TRAVAIL CREATEUR !

le 22 mai 1968

Des porte-paroles de formations bourgeoises, des publications cherchent à prendre au bond le mouvement des lycéens pour avancer leur vieille idée d'une armée de métier. Ainsi le général Paul Stehlin, député réformateur, dans les colonnes de l'Express :

« Je pose alors la question — et les lycéens la posent implicitement (... un rien récupérateur le réformateur galonné !) : combien de jeunes gens appelés au service peuvent, dans l'état actuel de nos moyens de défense, effectivement et utilement tenir un emploi dans les forces armées ? Si, comme cela est évident, le chiffre est faible, la preuve est faite : le service militaire ne sert à rien ».

Que la grande bourgeoisie veuille une armée de métier, c'est chose discutable. Pour elle, l'utilité du service n'est pas principalement militaire : il sert à embrigader et domestiquer la jeunesse, à masquer le chômage. Ce qui prouve seulement que Stehlin a l'esprit trop étroitement enrégimenté pour être un bon politicien bourgeois. Une armée de conscription et d'embrigadement est particulièrement utile à une bourgeoisie confrontée à un mouvement ouvrier puissant et turbulent. Il paraît que la bourgeoisie anglaise est en train de l'expérimenter à ses dépens.

Il y a pourtant suffisamment de forcenés, en uniforme ou non, qui pensent, comme ils l'ont appris, au pas cadencé, pour ne pas leur tendre la perche et affaiblir la vigilance des travailleurs face à tout projet, même aujourd'hui minoritaire, d'armée de métier.

Cette question est d'autant plus importante que le refus de l'armée en général correspond à un réflexe de dégoût justifié dans la jeunesse. Cette armée abêtissante, qui a trempé jusqu'au coude dans torture, n'a pas bonne presse. Et puis, elle est sensée servir la patrie, or l'idée de patrie elle-même en a pris un sacré coup : les défaites coloniales, la communauté européenne ont estompé ses contours, et les travailleurs sont de plus en plus disposés à admettre ce que Marx leur disait il y a plus d'un siècle : qu'ils « n'ont pas de patrie », que leur combat est celui du prolétariat mondial.

Certains courants ou groupes d'extrême-gauche, s'adaptant à cet anti-militarisme spontané, perdent de vue le point pour nous décisif : quelle est la voie la plus efficace pour en finir avec le capitalisme ? Et, par rapport à ce but, quelle est l'attitude des révolutionnaires pour en finir avec l'armée du capital ?

on te donne un fusil, prends-le !



Les partisans grecs en armes (1939-45)



SERGEANT... CE
SANT DES TRAVAILLEURS...
... ILS SONT ARMÉS

Merde...
c'est pas du Jeu...

D'abord, nous ne voulons pas d'une armée de métier, d'une armée de mercenaires soumis corps et âme à leurs bailleurs de fonds.

Certes, le contingent, ce n'est pas le peuple en armes. Il demeure cependant, malgré l'encasernement, malgré la discipline et le bourrage de crâne, le lien le plus étroit avec la classe ouvrière, le lien qui fait que la bourgeoisie ne peut pas toujours utiliser son armée comme elle l'entend.

Les conscrits sont fils d'ouvriers, de paysans, futurs travailleurs eux-mêmes.

Les exemples de fraternisation abondent, ou de mutineries. Depuis les soldats du fameux 17^{ème} qui ont mis crose en l'air face aux viticulteurs révoltés en 1907 à Béziers. Jusqu'aux soldats du contingent qui, lors du putsch des généraux à Alger en 1961, arrêtaient leurs gradés et hissaient le drapeau rouge sur les casernes du Constantinois. En passant par les mutineries dans les tranchées en 1917 et celle des marins de la mer noire refusant de servir contre leurs frères prolétaires de la Russie soviétique.

Les tâches des révolutionnaires dans l'armée

Sans aller aussi loin, en mai 68, une camionnette militaire remplie d'armes est arrivée à la Sorbonne. De son côté, le comité de soldats du 153^{ème} RIMECA de Mutzig avait mis au point une manière de rendre inutilisables les automitrailleuses au cas où on voudrait les utiliser contre les grévistes. Que des appelés ou des engagés aient été chargés de les conduire ne changeait rien : elles auraient été inutilisables !

on te donne un fusil, prends-le !

AUGUSTE BLANQUI
« LE TOAST DE LONDRES » (1851)

Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère.

Qui a du fer a du pain.

On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohortes désarmées. La France, hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours.

Que le peuple choisisse !



Hongrie 1919 : le prolétariat en armes



Photo Gamma

Certains jugent ce travail révolutionnaire peu efficace parce que le contingent serait cantonné à des tâches subalternes : « intendance, déblaiement des rues, bris de grèves ». Prenons-les au mot : quand l'économie marche, l'intendance se limite à redistribuer dans l'armée ce qui est produit dans la société. Admettons que ce soit subalterne. Encore que, si le contingent croisait les bras, les tours de garde, les transmissions, le courrier, l'entretien du matériel et des enceintes, le nettoyage des armes et des véhicules, le blanchissage, la cuisine, en un mot la caserne seraient paralysés. Mais quand la grève générale des travailleurs paralyse l'économie, alors l'intendance militaire s'y substitue, elle occupe la place de l'économie.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que nous pensons que les militants révolutionnaires doivent poursuivre leur activité jusque dans l'armée, parmi les jeunes travailleurs qui s'y trouvent par milliers. Et c'est pourquoi nous appuyons par tous les moyens les revendications tendant à renforcer la situation des appelés face à la hiérarchie militaire : droit de réunion et d'organisation, solde payée au SMIC, refus des brimades, des tribunaux militaires.

La responsabilité des réformistes

Beaucoup admettent ces arguments, mais restent sceptiques quant à la possibilité de développer réellement cette activité. Et s'ils sont sceptiques, c'est parce que le mouvement ouvrier traditionnel, encroûté dans ses pratiques parlementaires, a fait faillite en ce domaine et abandonné l'anti-militarisme révolutionnaire.

Pour ne citer qu'un exemple parmi de nombreux autres : au début de la guerre d'Algérie, les appelés s'étaient rebellés dans leur caserne à Rouen. Les CRS venus les encercler furent encerclés à leur tour par les dockers montés du port. C'est Roland Leroy en personne, membre du Bureau Politique du PCF, qui est venu les faire redescendre au fond des cales et exhorter les rappelés à monter dans les trains pour Marseille ! En mai 68, le comité des soldats de Mutzig s'est d'abord adressé à la CGT pour tirer son appel et entrer en contact avec les travailleurs de la brasserie. Ce résultat fut « négatif » comme diraient les militaires. Plus récemment encore, quand Jean-Jacques Martin, membre des Jeunesses Communistes, a refusé en 1971 de briser la grève des transports, le PCF a fait des démarches de protestation en sa faveur, mais aucune mobilisation de masse comparable à celle que nous avons entreprise en 1971 pour la défense des trois camarades emprisonnés à Rennes.

Là réside une cause de l'apparente apathie du contingent et de l'importance actuelle de l'objection de conscience. Chaque fois que l'activité révolution-

naire se développe, l'anti-militarisme révolutionnaire et avec lui le travail au sein de l'armée reprennent tout leurs sens. En particulier lorsque la volonté de vaincre la bourgeoisie, de briser son appareil d'Etat, met pratiquement à l'ordre du jour la question de l'armement du prolétariat. Les militants révolutionnaires portugais par exemple savent que l'armée est la principale source d'approvisionnement en matériels modernes et qu'une armée de conscrit est plus poreuse, plus sujette aux « pertes » de matériel qu'une armée de métier.

Il ne s'agit pas de protester, mais de vaincre !

Enfin, on nous oppose parfois qu'en acceptant le service militaire, on cautionne l'armée bourgeoise. Pour nous, le problème n'est pas celui de la morale, mais de l'efficacité révolutionnaire. En travaillant dans une usine on cautionne le salariat, alors que nous luttons pour son abolition. Ce n'est pas en s'isolant à la campagne qu'on lutte efficacement contre les racines de la pollution des villes. Ce n'est pas par l'objection de conscience qu'on détruit le système capitaliste et l'armée dont il a besoin.

Le système capitaliste est un tout. Ce n'est pas en donnant le bon exemple qu'on est suivi, ni en prêchant des idées justes. C'est à travers la lutte que les travailleurs expérimentent les moyens d'en finir avec l'exploitation. L'objection de conscience n'empêchera pas des centaines de milliers de jeunes travailleurs, soumis déjà à l'embrigadement par l'école, à la discipline du travail ou de l'apprentissage, de partir. Beaucoup ont même encore l'illusion d'une année d'évasion et d'aventure dans une vie de routine sans perspectives !

Parce que notre propos n'est pas de protester ni de témoigner, mais de renverser l'ordre établi, parce que nous faisons confiance aux millions de travailleurs qui subissent l'exploitation et font leur service militaire, parce que nous ne voulons pas faire la révolution à leur place mais avec eux, parce que ce n'est qu'en luttant ensemble que nous les convainquons d'explorer les voies révolutionnaires auxquelles dans leur masse ils ne croient pas encore, nous sommes partisans du travail révolutionnaire dans l'armée.

Nous disons aujourd'hui : « On te donne un fusil, prends-le ! Apprends à t'en servir... ». Le jour où les jeunes travailleurs refuseraient en masse de partir, c'est que nous serions à la veille ou au jour d'une crise révolutionnaire. Alors le problème serait autre et nous dirions : « pour défendre tes conquêtes contre les agressions armées des mercenaires du capital, pour briser l'Etat bourgeois, arme-toi ! Prends les armes où elles se trouvent ! Et si tu n'en trouves pas, forge-les toi même, avec tes camarades ! ».

RENONCER A TRAVAILLER C'EST RENONCER

« L'obligation de répandre les idées communistes implique le devoir particulier d'une intense propagande systématique dans l'armée. Lorsque cette agitation est interdite par des lois d'exception, elle doit être menée illégalement. Renoncer à ce travail ce serait trahir le devoir révolutionnaire et manquer à sa tâche et qualité de membre de la IIIème Internationale ».

4ème des 21 conditions
d'admission à l'I.C.

Dans la phase actuelle de la mobilisation, les lycéens ressentent la nécessité de situer la lutte contre la loi Debré dans le cadre d'une action antimilitariste globale et prolongée. La loi Debré n'est qu'un fil dans l'écheveau du militarisme bourgeois.

Au formidable refus de la loi Debré, on a vu s'accrocher les propagandes les plus confuses et les plus douteuses. Ne parlons pas d'Ordre Nouveau qui n'aurait pas hésité à défilier au coude à coude avec les gauchistes (si on avait laissé faire) sous prétexte que la loi Debré c'est le contraire de l'armée de métier qui a la faveur des nostalgiques de la Reichswehr... Mais au sein même du mouvement, certains n'ont pas hésité, par démagogie, à lancer un certain nombre de mots d'ordre qui, croient-ils, ont la faveur « spontanée » des jeunes. C'est la cas de *Lutte Ouvrière* qui développe le thème : « à bas le service militaire obligatoire ». Certes, ce mot d'ordre traduit de façon brutale le refus spontané d'une fraction de la jeunesse d'aller s'emmerder 12 mois en caserne. Mais ce sentiment est évidemment celui de la frange la moins consciente du mouvement. Surtout, il est d'une confusion extrêmement dangereuse. On ne peut développer une propagande persistante contre l'armée de conscription, pour une armée de volontaires telle celle qui opère actuellement en Ulster par exemple, et lutter de façon conséquente contre la perspective d'une armée de métier. Or cette lutte est, dans toutes les circonstances, un axe essentiel de la propagande des révolutionnaires. Y renoncer, c'est renoncer à éduquer le prolétariat embrigadé.

La lutte contre le militarisme bourgeois ne se divise pas. Aucune revendication, fût-elle

d'apparence la plus modeste, ne peut être obtenue sans le moindre refus de brin de poil, sans le moindre refus de brin d'acier, sans le moindre refus de brin de sang. C'est pour cela qu'il importe de briser d'allure élémentaire, que les conditions de vie inadmissibles, le statut de

appelés :

* interdiction de tout service militaire (qui exige d'avoir accompli son service militaire pour trouver du travail)

* Suppression des brimades, des humiliations, droit à l'information, droit à l'information hors la caserne, transport

Ces mots d'ordre sont destinés à ceux qui contestent l'existence de l'armée

* Droit au sursis pour les conscrits

* Droit pour les engagés de résilier leur contrat à tout moment

* Présence obligatoire pendant les heures de travail

et dénoncement la répression

* Libération immédiate des emprisonnés

* Liberté pour les objets personnels

* Suppression des punitions militaires

* Suppression des bagnes militaires.

Enfin, nous ne sommes pas contre le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire.

Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire.

Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire.

Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire. Nous n'entendons pas abolir le service militaire.



ILLER DANS L'ARMÉE, A LA REVOLUTION !

deste, n'est envisagée
ité militaire. C'est que
ade, par exemple, fait
dans l'univers semi-
n vent de subversion.
orte d'avancer ferme-
ordre, dont certains
i remettent en cause
missibles dans les ca-
sous-hommes » des

te clause d'embauche
ompli les obligations
(a travail)
madés, de la coupe de
bit réel aux permis-
ion, à la tenue civile
gratuit, etc...
t étroitement reliés à
nbrigadement forcé :
tous les jeunes
gés à résilier leur con-

à la caserne unique-
service ;
sion militaire :

te de tous les soldats

ecteurs de conscience
organes de Sécurité

tribunaux, prisons,
es pas des pacifistes.
bandonner le mono-
e bourgeoisie prête à
de force pour main-
t pour cela que nous
it de tous les jeunes à
militaire :

uration d'une armée

usil, prends-le et ap-
pourra plus tard être

militaire pour les

militaire réduite au
des armes. La jeu-
maniement des armes.
national » dont la
pas de lui dispenser
e l'abrutir et de lui



CROSSE EN L'AIR !

Les jeunes travailleurs en armes sous l'uniforme, y compris certains petits cadres engagés, n'ont jamais été un instrument docile pour la bourgeoisie :

- juin 1907 : le 17ème Régiment d'Infanterie à Béziers se mutine et refuse de tirer sur les vigneron en lutte,

- 1919 : les marins de la Mer Noire envoyés contre la Russie après la révolution se révoltèrent et durent être rapatriés,

- 1934-36 : fraternisation des marins de Brest avec les grévistes au chant de l'Internationale,

- guerre d'Algérie : neutralisation des généraux fascistes par le contingent,

- mai-juin 68 : face au complot de Gaulle-Massu, de nombreux comités de soldats annoncent qu'ils fraterniseront avec les grévistes (c'est le cas du 153ème RIMECA de Mutzig).

Mais aujourd'hui, malgré les mesures policières de Debré, l'insolence révolutionnaire du contingent s'accroît :

- Septembre 70 : le 41ème EQG Baden-Baden. Refus collectif d'une corvée générale infligée un dimanche,

- 1er octobre 72 : « un groupe de militants communistes, militaires de carrière et appelés du contingent » créent un « Front des Marins et Soldats Révolutionnaires »,

- Novembre 72 : le 12ème Régiment de Chasseurs de FFA à Mulheim. Farid Aichoun et ses camarades appelés collectent 420 F pour les mineurs grévistes des Potasses d'Alsace,

- Décembre 72 : grève des éboueurs, Fort de Vincennes. Encouragés par la solidarité des Comités de Défense des Appelés, les soldats sabotent le ramassage des ordures, redescendant les boulevards périphériques en klaxonnant « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » et vident les ordures... dans la cour du Fort de Vincennes,

- Janvier 73 : montée des paysans du Larzac. Orléans, la base aérienne et les casernes de hussards et de dragons doivent servir d'abris aux CRS : ceux-ci sont ouvertement conspués par les appelés.

EN CE TEMPS LA ...

En 1919, les militants du futur PCF plaçaient les tâches anti-militaristes au premier rang de leur activité. Entreprenant un travail systématique de démoralisation révolutionnaire au sein du contingent, ils développaient une propagande anti-militariste de grande ampleur parmi les civils. Le texte que nous publions ci-dessous est extrait d'une brochure intitulée l'« Anti-militarisme révolutionnaire » et publiée en 1919.

Mer Noire, 1919 la Ruhr, 1923

Après le triomphe de la Révolution d'Octobre, les impérialistes coalisés de tous les pays s'appliquèrent, par une guerre d'intervention qui dura des années, à arracher de la chair du monde capitaliste cette flèche empoisonnée que constitue pour lui la dictature prolétarienne en Russie soviétique. La tâche qui s'imposait à présent aux travailleurs de tous les pays, c'était de manifester leur solidarité prolétarienne, de contrecarrer les plans d'intervention impérialiste et de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour amener et accélérer la victoire de l'armée rouge, de l'armée de la révolution.

Le 11 février, le 58ème Régiment d'Infanterie refuse d'attaquer la ville de Tiraspol qui se trouvait entre les mains des rouges. Les refus collectifs d'obéissance deviennent de plus en plus fréquents. Le 5 avril, le commandement de l'armée française est obligé, en raison de la décomposition de ses troupes, d'évacuer Odessa. Une manifestation grandiose eut lieu à cette occasion, dont le camarade Marty a dit, dans sa fameuse lettre ouverte au maréchal Foch :

« C'est bien dommage, Monsieur le Maréchal, que vous n'avez pas assisté au départ des troupes françaises d'Odessa, lorsque le 19ème Régiment d'Artillerie, le 2ème Régiment de Génie et le Régiment d'Artillerie de montagne écrivirent de si belles pages dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Vous eussiez vu la glorieuse et victorieuse armée française heureuse de se grouper auprès des gardes rouges. Vous eussiez contemplé le magnifique spectacle de compagnies entières défilant devant la maison du Soviét d'Odessa la crosse en l'air et au chant de l'Internationale ».

Le 5 avril toujours, le 19ème Régiment d'Artillerie refuse de combattre. Mais bientôt les soldats passent à des formes de lutte plus hautes. Une compagnie du 2ème Régiment de Génie chasse ses officiers le 5 avril et refuse de quitter Odessa

La fraternisation a été le mot d'ordre du parti et des jeunes. Dans tous nos meetings, dans toutes nos publications, nous avons encouragé et intensifié le courant de conscience ouvrière qui se manifestait dans l'armée d'occupation.

Dans la Ruhr, pendant toute l'année 1923, particulièrement d'octobre à décembre, les Jeunesses Communistes et le Parti soutinrent de toutes leurs forces le mouvement de fraternisation, malgré toutes les difficultés et les dangers auxquels ils devaient se heurter. Déjà, en février, nos camarades Kirsén, Klein, Fager à Dussekendorf, le camarade Muller à Landau furent condamnés à plusieurs mois de prison pour avoir distribué des tracts des Jeunesses Communistes de France. La presse communiste de la Ruhr et La Caserne furent au début nos seules armes. Le Ruhr Echo publiant des articles en français eut immédiatement un succès considérable parmi les troupes d'occupation. Les soldats se l'arrachaient. Le Ruhr Echo fut interdit. Il nous était impossible de laisser ainsi sans commentaires les nouvelles mensongères de la presse bourgeoise distribuée en quantité aux soldats. Dans tous les foyers du soldat on trouvait L'Action Française, Le Pèlerin, La Croix, L'Echo de Paris etc... On avait même le droit de les crier à la porte des casernes sous l'œil bienveillant des officiers réactionnaires. Il nous fallait combattre la propagande d'excitation chauvine du gouvernement Poincaré. L'édition spéciale de L'Humanité du Soldat fut notre meilleur instrument. Bientôt, devant son succès, elle put devenir bi-hebdomadaire. Des dizaines de milliers d'exemplaires parvenaient deux fois par semaine aux soldats. La Caserne Arabe propageait nos mots d'ordre dans les troupes coloniales. Une grande quantité de tracts sut trouver le chemin de la caserne. Les liens entre le Parti et la Jeunesse et l'armée d'occupation se firent de plus en plus étroits. Aux élections du 11 mai, nos camarades libérés de la classe 1921 le montrèrent bien lorsqu'ils votèrent pour les listes communistes.

PROCES DEVAUX UNE AFFAIRE QUI FIT DU BRUIT

ce qu'en disait la sécurité militaire

Le cas des trois militaires poursuivis pour incitation à la désobéissance et traduits devant le T.P.F.A. de Rennes en février 1970 a fourni à la Ligue Communiste le prétexte à une campagne anti-militariste prévue dès septembre 1969 par la « Commission de la Jeunesse Scolarisée » de ce mouvement et qui depuis lors est menée avec une extrême intensité.

Déclenchée courant décembre à l'initiative de quelques cercles « Rouge » de province, cette campagne fut bientôt prise en main par le Bureau Politique de la Ligue qui décida de lui donner un caractère national. Force est de constater la vigueur et l'ampleur de cette action, la qualité de son organisation, même si ses résultats n'ont pas été à la hauteur des efforts déployés. Animée par un organisme de circonstance, le « Comité National pour la libération des soldats emprisonnés », servant de paravent à la Ligue, elle s'est matérialisée par la diffusion de nombreux tracts et affiches, des réunions et des meetings, des manifestations sur la voie publique.

Si les échos dans l'opinion publique sont arrivés très assourdis, il n'en est pas de même des lycéens directement touchés dans nombre d'établissements publics. En tout cas, peu d'incidents significatifs ne semblent témoigner des effets de cette propagande dans les formations militaires. Affirmer qu'elle ne laisse pas de traces en profondeur serait hasardeux et c'est bien là un domaine où la sagacité des Chefs de Corps pourra utilement s'exercer.

CAMPAGNE ANTI-MILITARISTE MENÉE DE
JANVIER À MAI 1970



LEGENDE : * - Cercles locaux de soutien
▲ - Meetings et Séminaires (Séances de participation)
● - Observations sur nos publications (Séances de participation)
○ - Séances de lecture et échanges d'affiches

Cette carte est extraite de la brochure « Le contingent et la guerre civile », composée de deux rapports de la Sécurité Militaire sur les activités anti-militaristes. Elle dresse le bilan policier des activités anti-militaristes durant la campagne Devaux.

Au printemps 70, les soldats Devaux, Hervé et Trouilleux sont arrêtés par la Sécurité Militaire : on a trouvé des tracts dans leurs armoires appelant les appelés à agir collectivement contre l'embrigadement et les brigades. Moins de 2 ans après mai 68, l'autorité militaire veut faire un exemple : le tribunal militaire n'ira pas de main morte, Devaux, Trouilleux et Hervé seront condamnés respectivement à 1 an, 8 mois et 4 mois de prison. Cette affaire fut l'occasion de la première grande campagne anti-militariste consécutive à mai 68.

rouge

Spécial procès 6 Fév. 70

Verdict à Rennes : prison pour les appelés!

Je dois dire tout d'abord que je prends sur moi l'entière responsabilité de la confection et de la diffusion des tracts...

...Dans ces tracts, nous exprimons notre refus de supporter en silence 16 mois de chômage, 16 mois de bourrage de crâne, 16 mois d'embrigadement.

Nous sommes jugés au nom de la neutralité d'une armée qui se prétend au service de la nation toute entière.

Nous n'appelons pas neutre une armée dans laquelle les officiers étaient ouvertement leurs opinions gaullistes, leur racisme, leur mentalité de potach d'Algérie ou leurs sympathies pour le mouvement fasciste Occidental.

Nous n'appelons pas neutre une armée dans laquelle seuls sont autorisés les journaux ayant le cœur et le portefeuille à droite.

Nous n'appelons pas neutre une armée qui voudrait faire des appelés des filles ou des briseurs de grève, et dont toutes les manœuvres ont pour cadre la lutte contre le socialisme et la subversion rouge.

Nous n'appelons pas neutre une armée qui pourrait par un seul décret du gouvernement effacer le plus légitime du monde un coup d'Etat militaire, mettre tout le pays sous le coupe de l'armée, et trahir devant les tribunaux militaires les travailleurs en grève considérés comme de simples déserteurs.

Nous n'appelons pas neutre une armée qui enferme pendant 16 mois des jeunes dans une caserne, pour les déseigner et leur inculquer de force les valeurs de l'obéissance, de la discipline, de respect de l'autorité, en utilisant une discipline qui sert à briser la spontanéité et la volonté de vivre qu'a montrée la jeunesse en mai 68. Et l'on ne peut même pas protester que cette discipline soit nécessaire du point de vue militaire, car en 16 mois, entre les corvées, les gardes et les revues de lecture, il ne reste rien pour la formation militaire des appelés. Ainsi sous les yeux des patrons et de drapses le pouvoir demandé à l'armée d'empêcher la jeunesse pour la faire rentrer dans le droit chemin tel que le concevaient les filles et les patrons et pour l'utiliser à la défense d'une classe sociale, la bourgeoisie au pouvoir.

Déclaration de Devaux

Devaux, 1 an
Trouilleux, 8 mois
Hervé, 4 mois

Nous sommes en prison pour avoir estimé qu'il ne suffit pas de rêver contre une condition qui serait le jour, mais qu'il faut agir pour la changer.

Nous avons pu constater que nous avions en face de nous un système, avec ses valeurs, sa hiérarchie, sa police et ses prisons.

Nous avons également pu constater que seul face à cette machine, l'appelé ne peut que se briser les reins, d'autant que tout est fait, par le système des punitions, des permissions, des récompenses, pour développer la mentalité du « chacun pour soi ». Voilà pourquoi nous avons lutté à notre modestie débile pour donner un moyen d'expression collective aux appelés. Voilà pourquoi nous avons diffusé ces tracts, dans lesquels nous n'avons fait qu'exprimer ce que la majorité des bidasses pense tout bas, afin d'en faire autre chose que des robots laissés à la grille de la caserne leur esprit critique et leur personnalité.

Mais nous avons voulu aussi leur permettre de s'organiser, et d'agir collectivement. Car c'est là la seule garantie pour que la jeunesse ne subisse pas le bourrage de crâne militaire, et qu'elle ne soit pas utilisée par le pouvoir comme force de répression, et qui soit, au lieu de passer de manœuvre à des colonels qui ont ramené à Alger ou en Grèce comment ils avaient défendu la démocratie.

On nous a dit que l'appelé est un citoyen qui a certaines devoirs par rapport à la nation. Mais nous disons qu'il n'y a pas de devoirs sans droits.

Et que droit l'ouvrier n'était jugé pour faits de grève par un jury composé du patron et de la maîtrise? C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui où nous sommes jugés par les représentants de la hiérarchie militaire.

La seule chose qui nous importe aujourd'hui est que nous aurons été compris par les jeunes, être d'être compris par les appelés qui n'ont pu trouver les moyens d'exprimer leur révolte, être d'être compris enfin par les travailleurs qui ne veulent pas voir leurs fils trahir leur lutte et leur drapses qui sont les autres.

Appréciations des officiers sur Devaux, Trouilleux, Hervé



Devaux — Mauvaise santé pendant, Mauvaise présentation, — Incapable et berré, indiscipliné et arrogant, — Devenir toujours à la limite de la sévérité et de l'insubordination, Autodidacte soigné, — Bonné 58 à l'opinion, Pas digne de confiance, — A surveiller constamment.



Trouilleux — D'appart sans — Fatigué et inquiet, — Bon travail, caractère solide, — Aurait pu faire un grade, — Il n'est pas été employé par son argent et son esprit critique.



Hervé — Tenue négligée, — Médiocre, sans intérêt au travail, — Difficile et rebelle, — Aurait pu faire un grade, — Mais sans rendement par rapport à son niveau.

ce que la démocratie libérale ne peut accepter

Commentant le mouvement des lycéens, Jean-François Brisson écrit dans le Figaro :

« On sait également qu'une démocratie libérale (entendons, une société capitaliste !) ne peut admettre, et encore moins organiser, l'endoctrinement politique, seul moyen de rendre dissuasive, pour un éventuel agresseur, une milice populaire apte à la guérilla, et capable de combattre avec fanatisme comme l'a fait le Vietcong pendant vingt ans ».

Voilà un Monsieur qui a l'anti-communisme à fleur de plume. Il met pourtant le doigt sur une plaie. En gros, les militaires s'accordent à dire qu'une armée de conscrits, une armée de masse, sert peu en cas de guerre offensive, à l'ère de la bombe atomique ; et que, en cas de guerre défensive, la guérilla menée par des milices liées à l'habitant est la plus efficace tactique.

Ils mettent ainsi en évidence la fonction de l'encasernement, c'est-à-dire une stricte fonction d'embrigadement couper les jeunes de leur milieu, les diviser et les rassembler arbitrairement pour mieux les soumettre.

Le bon sens voudrait, et nous le défendons, un apprentissage des armes sur les lieux de travail et d'habitat, sans encasernement, par période, payé par les patrons. Le bon sens, l'intérêt des travailleurs, le voudraient, mais « la démocratie libérale ne peut l'admettre », c'est ce que dit J.F. Brisson ! Et pour cause : ce serait un pas vers la milice populaire, vers le peuple en armes opposé à l'armée du capital.

Et la Suisse ? Le général Stehlin envisage une solution à la Suisse : service par période avec conservation des armes à domicile. Il se met

le doigt dans l'œil : dans un pays où le mouvement ouvrier est combatif, la bourgeoisie ne laisse pas traîner les armes. Imaginons Mai 68 avec les dix millions de grévistes armés !

D'ailleurs le réveil des travailleurs suisses, semble pousser la bourgeoisie à récupérer au plus vite son matériel et à renforcer sa police : la démocratie helvétique est une des plus policières d'Europe !

Quant au « fanatisme » des Vietnams dont parle avec mépris le cistre du Figaro, il s'agit de la détermination d'un peuple qui se bat pour sa propre cause, qui prend son sort en main. On comprend que la bourgeoisie ne puisse attendre des travailleurs qu'ils la servent, contraints et forcés, avec une conviction égale.

MILITAIRES DE TOUT GRADE ! AMÉLIOREZ VOS REVENUS...

Savez-vous que l'arrestation d'un déserteur, d'un insoumis ou d'un détenu militaire évadé vous donne droit à une gratification ?

Le taux de cette prime de « capture » vous est rappelé ci-dessous :

Personnel arrêté :

— militaire des armées de terre et de l'air	F. 0,25
— marin en état d'absence illégale depuis plus de 8 heures et avant la fin des délais de grâce	0,25
— marin en état de désertion ou d'insoumission	1,00

(Référence : I. M. 6.000/A/DCCA/1/2 du 7-11-1968 - article 105).

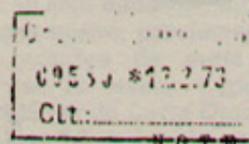
DOCUMENT :

RADIO RAMPOUILLES

La lecture de Rouge n'est pas autorisée dans les casernes. Pas plus que celle de l'Humanité ou d'un quelconque journal de gauche d'ailleurs. Défense du moral des troupes oblige. Par contre, l'information circule avec diligence... pour peu qu'elle soit d'un « certain » type. Témoin cette circulaire destinée à être affichée dans les locaux et les bâtiments de la Marine Nationale et que des mains expertes nous ont transmise.

MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DE LA
DEFENSE NATIONALE

CABINET DU MINISTRE



Service d'Information et de Relations Publiques des Armées
Paris, le 2 Février 1973
N° 779 / LH/CAS/SIRPA / CS

Pour Messieurs les Officiers de Relations Publiques.

O B J E T : Poursuites contre le périodique " ROUGE " .

Je vous transmets le texte de la dépêche AFP N° 164 du 1° Février 1973 ci-dessous :

" X. Pierre GALMICHE, premier juge au Tribunal de PARIS, a été chargé d'instruire l'information contre X ouverte par le Parquet pour injures publiques envers les Armées et provocation adressée à des militaires dans le but de les détourner de leurs devoirs, sur la plainte de Monsieur Michel DEBRE, Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale.

" Cette plainte vise le périodique de la ligue communiste (trotskyste) « tendance KRIVINE » "ROUGE" qui a inséré, dans son numéro du 2 Décembre dernier, un article annonçant la création d'un comité de défense des appelés.

POUR VOTRE INFORMATION

on vous demandant de faire connaître dans les Armées cette décision de Monsieur DEBRE qui montre son souci de réagir vigoureusement contre les attaques dont le service militaire fait actuellement l'objet.

Le Capitaine de Vaisseau RIBUOT
Chef du Service d'Information et de Relations Publiques des Armées



SEGUY PLANISSIMO

Le Comité Confédéral National de la CGT s'est tenu... le 22 mars, le jour même des gigantesques manifestations lycéennes. Georges Séguy en donne un compte-rendu dans la *Vie Ouvrière*. Il est révélateur.

Les militants CGT se posent des questions

Pendant des semaines, la direction confédérale a expliqué que la seule issue était dans la victoire de la gauche aux législatives ; elle a même demandé de modérer l'activité revendicative pour ne pas effrayer les électeurs des couches moyennes. Les résultats laissent plus d'un militant CGT sur sa faim. Séguy le confirme : « je comprends très bien que la première réaction de nos camarades au lendemain du 2ème tour ait pu être empreinte d'une certaine déception ». Le CCN est donc l'occasion d'expliquer à tous que les élections sont une première victoire et qu'il faut continuer dans la même voie.

Une absence totale de perspectives politiques

En fait d'explications, ce rapport traduit une totale absence de perspectives politiques : face à un gouvernement mal élu et divisé, les réformistes n'ont rien d'autre à proposer à la classe ouvrière que d'attendre les prochaines élections. Séguy le dit lui-même clairement : « Nous sommes convaincus que la volonté majoritaire de notre peuple finira par triompher, mais nous devons avoir conscience qu'il reste encore de sérieux efforts à déployer pour atteindre cette volonté majoritaire ».

Conclusion : il ne reste qu'une chose à faire : gagner un à un les électeurs hésitants, notamment ceux qui ont voté « réformateur », au programme commun.

Pour ceux qui n'avaient pas bien compris que pour la prochaine échéance, il faudra attendre 76, Séguy précise par avance les limites des luttes ouvrières qui doivent rester purement revendicatives : « Il ne s'agit pas, je tiens à le souligner, de relayer les partis de gauche pour atteindre, par le biais des revendications, les objectifs politiques qui n'ont pu être atteints électoralement » (id.).

L'impasse du réformisme est rarement apparue avec autant de clarté. D'autant plus que le programme commun, base d'alliance purement électorale n'a jamais été conçu comme une charte d'action. L'unité réalisée dans les urnes risque de connaître des difficultés ; les dirigeants de la CGT le craignent, et multiplient les appels à continuer la lutte pour le programme commun, les mises en garde contre ceux qui voudraient essayer de dissocier cette unité. Leur réaction après la conférence de presse d'Edmond Maire sont révélatrices.

L'action ? Démarrer lentement

Dans un tel contexte, la direction confédérale souhaite que l'action revendicative redémarre pianissimo. Pas de « précipitation », pas de « recherche d'effets spectaculaires »... Il s'agit de proposer d'abord au gouvernement et au patronat des négociations ; puis de prendre des initiatives décentralisées du genre de la journée d'action de la métallurgie du 21 mars ; et enfin de faire couronner le tout par des initiatives centrales vers le mois de Mai.

Avec ces prévisions, la tactique syndicale dans les luttes isolées ne saurait faire de doute : moins directement hostile à toute grève qu'avant le 11 mars (« vous allez nous faire rater les élections »...), mais très circonspecte vis-à-vis de toute extension, de tout débordement, de tout conflit risquant de déboucher sur une épreuve de force avec l'Etat bourgeois : c'est ce qui fut fait à la fin de la grève des aiguilleurs du ciel et dans les grèves actuelles à Renault.

La direction CGT va donc ressortir de ses dossiers les classiques litanies sur l'« action syndicale efficace et responsable », alibi traditionnel pour contrôler et calmer des mobilisations ouvrières.

L'imprévu...

L'irruption massive du mouvement dans les lycées, CET, et facultés risque de perturber ces projets bureaucratiques. Ces mobilisations ont montré à tous les difficultés du régime ; elles ne sauraient rester sans conséquence dans la classe ouvrière.

Dans les entreprises, il n'y a pas de démoralisation après les législatives. Des grèves se succèdent sur les cadences, les conditions de travail, la hausse des prix rendra plus urgente la lutte pour l'amélioration du pouvoir d'achat.

Or beaucoup de luttes récentes, par leurs formes d'organisation et par leurs revendications sortent du cadre fixé par les directions réformistes.

Dans les grèves de longue durée, l'organisation démocratique de la lutte par les travailleurs eux-mêmes commence à passer dans les faits : comités de grève élus, décisions prises en assemblée générale... toutes choses qui rendent plus difficiles les manipulations, et les reprises du travail « au forcing ». A Jaeger, à Schirmeck, des travailleurs se sont battus pour imposer leur contrôle sur les cadences de travail, à la SERDES, les grévistes ont réclamé l'ouverture des livres de compte face aux tripotages financiers de la direction ; à l'INRA, le comité de grève a été prolongé en comité de vigilance...

La planification bureaucratique de la lutte des classes est toujours hasardeuse, le printemps risque d'être plus chaud que prévu.

F.L.

la « représentativité » de la CFT

peyrefitte : un coup de pouce pour les nervis

Au dernier comité central de l'UDR, Alain Peyrefitte, tête couronnée du Gaullisme, a mené sa première offensive post-électorale : il s'agit d'une affaire importante, il faut « une décision du gouvernement », l'action de tout notre mouvement...

Motif ? Rien moins que la reconnaissance de la « représentativité » de la CFT, syndicat jaune, dirigé par un ramassis d'anciens pétainistes et d'émules de Mussolini...

Cette idée trotte dans la tête d'une partie des représentants de la bourgeoisie depuis longtemps. Dechartre avait, il y a quelques temps fait un timide essai dans ce sens. Cette fois, Peyrefitte y va carrément : il se bat pour donner pignon sur rue à ce « syndicat » d'extrême-droite, agent direct du patronat, lié aux Sac et à toutes les bandes parallèles du pouvoir.

Malheureusement pour lui cette proposition tombe à un mauvais moment : le climat social de ce mois de mars est trop tendu, la majorité trop divisée pour qu'une telle mesure ne risque pas d'attirer une riposte ouvrière. C'est pourquoi, dans la *Nation*, Jacques de Montalais invite craintivement le gouvernement à la prudence : certes l'idée est juste et part d'un bon sentiment, mais la période n'est pas propice : « Si une loi venait modifier la situation actuelle sans qu'une large et honnête confrontation entre les intéressés et les pouvoirs officiels ait eu lieu au préalable, on pourrait avoir des mécomptes. »

On ne le lui fait pas dire !

Les militants révolutionnaires qui n'ont jamais été les derniers à lutter contre la CFT suivront l'affaire avec vigilance. Toute tentative du gouvernement pour renforcer l'implantation de cette organisation anti-ouvrière doit être fermement combattue.

QUELQUES HAUTS FAITS DU SYNDICALISME LIBRE

- A Levallois, un candidat CGT aux élections de délégués du personnel est menacé et enlevé par un commando CFT. Dans la même usine, le 21.3.72, des délégués sont attaqués par ces mêmes individus, le couteau à la main.

- A Nanterre, (4.2.72) deux délégués CGT sont pris à partie par des nervis de la CFT, l'un deux brandit un outil perforant.

- A Paris, (71), des sbires de la CFT volent l'argent d'une collecte de soutien aux grévistes des Batignolles.

A Caen, (4.11.72), des militants du PCF sont agressés et tabassés.

A Rennes, (13.5.71), un commando agresse des militants de la Ligue qui distribuent à l'entrée de l'usine. Mais se sont ces derniers qui seront inculpés.

A Issy-Les-Moulineaux, La CFT attaque un bal d'immigrés yougoslaves. Deux filles sont enlevées, l'une d'elle sera violée.

Les amis de nos amis...

Les liens entre la CFT et le pouvoir sont réels et palpables :

- Jacques Baumel, ancien secrétaire du RPF, participe en 1947 à la création du CGSI, ancêtre de la CFT.

- Robert Calmèjane et Jean Bernasconi, député UDR, sont d'anciens hommes de main du syndicat SIMCA.

- Jean Charbonnel (ministre) et le républicain indépendant Alain Griotteray (qui finance *Minute*) ont lutté depuis toujours pour la représentativité de la CFT.

- Degraève, député-maire UDR de Châlons-sur-Marne s'est battu lui aussi pour le même but. En octobre dernier, il a accueilli dans sa ville, le Comité National de la CFT.

- Jacques Médecin maire de Nice, a offert l'hospitalité au 6ème congrès de la CFT...

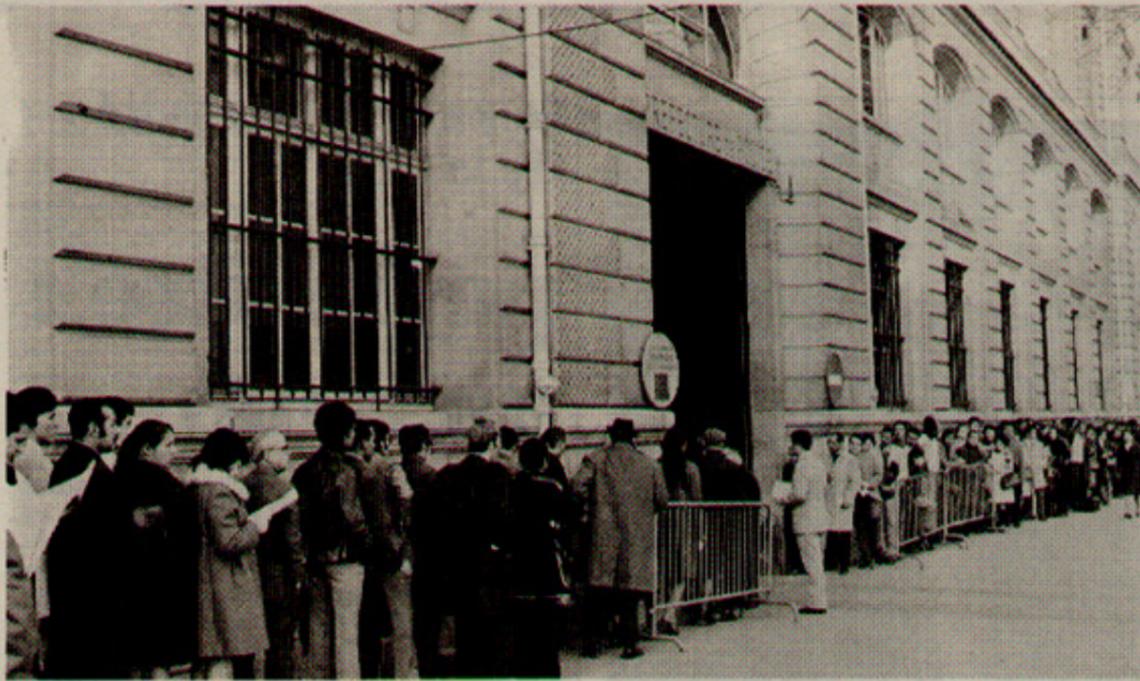


Photo E. Kagan

CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET...

A Toulouse, à Grenoble, à Aix, à Lyon, à Mulhouse, et dans bien d'autres cas, le gouvernement a cédé devant les grèves de la faim et le large écho qu'elles rencontraient dans la population malgré la trêve électorale !

Mais la circulaire et toutes les mesures de discrimination faites aux travailleurs immigrés demeurent intactes !

Le combat des travailleurs immigrés ne concerne pas une minorité d'ouvriers, mais doit être pris en charge par l'ensemble de la classe ouvrière ! C'est dans l'unité, comme à Zimmerfer, que se forment les plus belles victoires !

Plus que jamais la lutte doit être menée avec force contre la circulaire Fontanet-Marcellin !

Pour la défense des travailleurs immigrés pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, l'unité la plus large doit être faite. Déjà une première action est engagée : le GISTI (groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés), le CIMADE, la FASTO, l'ASCOFAM (association française pour la lutte contre la faim), la Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement d'action judiciaire, le Service Interdiocésain des Travailleurs immigrés, le syndicat de la magistrature, l'UNCLA, le comité de défense pour la vie et le droit des immigrés, la Ligue Communiste, lancent ensemble un texte d'appel pour intenter un recours en Conseil d'Etat contre la circulaire Fontanet-Marcellin. Voici la déclaration d'Antonio Silva, ouvrier portugais, OS 2 à Renault-Billancourt, requérant contre la circulaire Fontanet-Marcellin.

« J'ai demandé l'annulation des circulaires Fontanet et Marcellin : parce que je ne veux pas vivre dans ce nouvel esclavage qu'elles imposent. »

Un travailleur immigré a le droit d'être considéré comme un être humain.

Je suis venu travailler en France en 1971 avant ces circulaires.

Mon seul problème a été de trouver un patron. Une fois embauché, j'ai eu plus ou moins vite ma carte de séjour et ma carte de travail. Si je veux changer de patron, je peux le faire.

Maintenant tout est changé :

Je connais d'autres ouvriers immigrés qui sont arrivés depuis quelques temps.

Ils n'ont pas leur carte de travail, mais à la place un contrat.

Ils ne peuvent plus changer de patron, ils n'ont plus la liberté du travail.

Du moment qu'un travailleur finit son contrat, s'il n'a pas la chance de le renouveler, il est obligé de retourner dans son pays.

Quand on est immigré sous contrat on ne peut faire la grève.

Que reste-t-il du droit de grève : s'il y a deux sortes d'ouvriers, ceux qui peuvent la faire et ceux qui ne peuvent pas ?

Si l'ouvrier immigré est esclave, l'ouvrier français le sera bientôt.

Quand il n'y a plus le simple droit de changer de patron, que reste-t-il des droits de l'homme ?

Que reste-t-il de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, si des hommes qui travaillent sont attachés à un seul patron comme l'esclave à son maître ?

J'ai demandé l'annulation des circulaires au Conseil d'Etat par mon avocat, Maître Waquet, parce qu'elles sont illégales.

Je le sais tout simplement parce qu'il y a marqué sur ma carte de travail :

« Tout étranger travaillant en France doit avoir sa carte de travail. »

Je demande donc que soit respectée la loi, que tous les travailleurs immigrés aient leur carte de travail dès l'embauche. »

21 mars 1973

Rectificatif

Rectificatif de l'information parue dans Rouge No 197. C'est à l'initiative de camarades anti-impérialistes tunisiens et non libanais que s'est constitué le comité de soutien. Les « progressistes libanais » soutiennent cependant l'action du comité.

APPEL A TOUS LES FRANÇAIS ET TRAVAILLEURS IMMIGRÉS POUR L'ABROGATION DES CIRCULAIRES FONTANET-MARCELLIN

Nous, huit cents ouvriers immigrés en situation irrégulière ou sous contrat, regroupés autour des 11 grévistes de la faim de la rue St Maur à Paris, nous adressons à vous au nom des centaines de milliers de nos frères qui subissent le même sort.

(...) Nous demandons :

1) l'attribution dès l'embauche de la carte de travail,

2) pas de papiers provisoires, mais une carte de séjour et une carte de travail,

3) que le logement ne soit pas lié aux papiers,

4) que les refus de la préfecture soient motivés et qu'il y ait un recours possible,

5) l'annulation de la circulaire Fontanet-Marcellin

6) enfin, que tous les textes administratifs soient rédigés dans les langues d'origine.

Nous appelons tous les Parisiens qui soutiennent ces revendications à participer au métro Belleville à 16 heures.

Manifestation samedi 31 mars.

Et à assister au rassemblement national pour la carte de travail, le dimanche 1er avril à 15 heures à la salle de la Mutualité, rue St Victor à Paris, métro Maubert Mutualité.

800 travailleurs immigrés



montpellier : solidarité avec les immigrés en lutte

Vendredi 23 mars, succès du meeting organisé par le comité de soutien et le MRAP : 300 personnes et un débat avec des militants CFDT. Les travailleurs immigrés, grévistes de la faim, sont maintenant dix, ils sont décidés à poursuivre la lutte jusqu'à l'obtention des contrats de travail. Le rapport de forces créé nationalement et localement par leur lutte et l'action des comités de soutien, permettent d'espérer cette première victoire. A Nîmes, dix autres travailleurs immigrés ont entamé à leur tour une grève de la faim pour le même objectif. Lundi 26, les fascistes locaux ont tenté une provocation : saisissant le prétexte d'une messe pour l'anniversaire de la mort de Bastien Thiry, ils ont essayé d'exciter les sentiments racistes des participants et de les mobiliser contre les grévistes. La provocation a échoué grâce à l'intervention des militants du comité de soutien.

Vous pouvez aider financièrement les immigrés grévistes.

Adresse : M. Grouin
CCP 88.008 Montpellier
précisez : pour les grévistes

Querqueville : pas d'argent pour nous ?
Ouvrez donc vos livres de comptes !

— « Pourquoi es-tu en grève ?

— Parce que je n'ai pas encore touché mon salaire, ça fait déjà un mois que j'attends ».

Voilà l'incroyable conversation qu'on peut entendre devant l'usine SERDES dont les ouvriers sont obligés de débrayer pour être payés.

Comment est-ce possible ?

A 20 kilomètres de Cherbourg, dans cette usine de Querqueville, c'est encore le XIXème siècle : dans certains ateliers on travaille par plus de 60 degrés de chaleur ; aucune mesure de sécurité n'est respectée. Le travail y est si intolérable que les effectifs ont fondu sur 150 ouvriers à l'ouverture de l'entreprise, 68 d'entre eux, découragés, ont préféré s'en aller. Les 82 autres restent seuls pour faire tourner la boîte.

De l'exploitation capitaliste à l'escroquerie pure et simple

La maison n'est jamais à court d'idées quand il s'agit de rogner sur la paie des travailleurs ; les salaires n'ont cessé de baisser : au départ, ils dépassaient le SMIC de 10 % ; aujourd'hui ils l'atteignent à peine. Les fiches de paie sont fantaisistes : on n'y mentionne pas les heures supplémentaires par exemple. Les salaires sont systématiquement payés en retard...

Comment donc expliquer cette rage de l'exploitation qui confine à l'escroquerie ? S'agit-il d'une petite entreprise familiale en faillite ?

Pas du tout : la SERDES est une boîte de sous-traitance du Joint-Serdes-Paris ; cette dernière étant elle-même une filiale du gigantesque trust CCE (dont fait partie le Joint Français de St Brieuc). On y fabrique des joints de qualité européenne qui sont vendus très chers. L'entreprise est viable. Les carnets de commande sont pleins, l'usine tourne.

Alors, où est passé l'argent ?

Les syndicats ont décidé de porter l'affaire devant la justice pour obtenir l'ouverture des livres de comptes.

Les travailleurs veulent savoir ce qui a été fait de l'argent que l'exploitation capitaliste leur a extorqué au moment où la direction prétend se rattraper sur leurs salaires.

Les armes de la victoire : unité ouvrière et solidarité

Les travailleurs de l'usine SEDRES savent pourquoi ils se battent et ils sont bien décidés à ne pas céder sur leurs revendications :

- paiement intégral des salaires
- paiement des jours de grève
- meilleures conditions de travail

La direction a tout de suite essayé de diviser les grévistes : elle a donné un acompte à 23 ouvriers ; elle a embauché des jeunes gens et des jeunes filles de 18 ans.

Mais les travailleurs ne se laisseront pas intimider.

Dans une telle lutte, la solidarité financière est capitale ; au premier jour de la grève, les salaires n'avaient pas été versés depuis un mois... Pour tenir, une aide matérielle est décisive.

Un comité de soutien a été créé à l'initiative de la Ligue pour populariser la grève et organiser des collectes : sur un marché, déjà 230 F ont été recueillis. De leur côté les syndicats organisent une collecte sur les entreprises de Cherbourg et de la région. Dans certaines usines de la ville des débrayages de solidarité ont eu lieu. Les travailleurs de l'EGF ont même proposé de couper le courant à l'usine pour empêcher le patron de se servir des jaunes, pour essayer de briser la grève.

Malgré leur énorme handicap financier de départ, les grévistes de la SERDES doivent vaincre.

Solidarité

Correspondant

Souscription : Michel Briegel
CCP NO 506.22.Z Rouen
Mention : grévistes de la SERDES

victoire à lyon

Le Préfet a cédé ! Les grèves de la faim des travailleurs immigrés de Feyzin, se sont terminées sur une victoire. Les 25 travailleurs ont obtenu une carte de séjour de trois mois et des offres d'emploi fermes et écrites. Ces documents leur permettront d'obtenir carte de travail et de séjour.

Mais la mobilisation ne s'arrête pas pour autant... La circulaire Fontanet est une menace permanente ! Samedi 24, le comité de soutien et les grévistes organisèrent une manifestation, 800 personnes défilèrent à travers la ville en scandant :

- A bas la circulaire Fontanet !
- Travailleurs française, travailleurs immigrés, même combat !

... Et 25 ont gagné, en avant pour les autres !



renault :

la révolte des esclaves

Renault, la forteresse ouvrière, avait troublé la soi disant trêve électorale. Début février, pendant 8 jours, les OS des presses du 38, s'étaient mis en grève, avaient occupé leurs ateliers et élu un comité de grève. Leurs revendications : à travail égal, salaire égal. Un mois après, au 34, même situation. Les résultats avaient été maigres.

Aujourd'hui, depuis une semaine, 400 OS du département 12 sont en grève sur les mêmes revendications. Près de 7000 travailleurs sont partiellement lock-outés, des grèves éclatent dans d'autres ateliers, à 4 jours des négociations. Et pourtant Dreyfus avait dit : mai 71 nous a coûté cher, nous devons assurer la paix sociale pour 2 ans, les 2 ans sont passés, le 3 avril, on devait se retrouver entre responsables autour du tapis vert.

A travail égal, salaire égal

Comme à la DIP, comme au 38 et au 34, les travailleurs du 12 ne supportent plus les cadences infernales et la division au niveau des qualifications et des salaires. Au 12, pour un même travail, il y a 3 taux de salaires différents ! Aussi débrayent-ils en masse le 21 mars, lors de la journée d'action de la métallurgie. Comme au 38, ils réclament la reconnaissance de leur qualification, le passage au P1 F. Le jeudi 22, les négociations donnent le même résultat qu'au 38 : passage à la classe supérieure uniquement. Les dirigeants CGT, Sylvain et Certano, qui viennent annoncer cette belle victoire se font huer et conspuer, la grève continue.

Aussitôt, la direction brandit la menace du lock-out qu'elle avait appliquée en mai 71 pour 7000 travailleurs de l'île Seguin, en même temps, elle envoie un commando de la maîtrise pour essayer de briser la grève : en vain.

Voyant que rien ne peut ébranler le moral d'acier de ces grévistes, immigrés pour la plupart, Dreyfus prend peur : il a peur de cette grève bouchon qui peut rapidement faire tache d'huile. Déjà, au 14, 12 travailleurs en colère continuent la grève contre les cadences.

Au 74, c'est la grève pour l'augmentation du temps de pause, pour la classe 8, pour obtenir un remplaçant pour 15 ouvriers, pour de meilleures conditions d'hygiène et sécurité, avant le début des voitures sortaient déjà sans sièges !

Le gouvernement tremble lui aussi : toute la jeunesse étudiante, lycéenne, apprentie est mobilisée contre la suppression des sursis, contre la sélection. Hier mardi, les ouvriers de Renault ont vu passer une manifestation d'apprentis. Aujourd'hui mercredi, ils ont discuté avec des lycéens.

Le spectre de mai 68 hante Matignon, la fameuse phrase « quand Renault éternue, la France s'enrhume » devient un cauchemar. Aussi Dreyfus va-t-il faire quelques concessions. Il accorde à tous les OS de la presse :

- le passage à la classe 9
- une prime « risque presse » de 0,24 F de l'heure
- 80 % de prime trimestrielle
- 2 jours de grève payés.

A première vue, cela peut sembler un succès. Les OS toucheront près de 80 F de plus par mois, ce qui équivaut effectivement à un salaire de P1 F. Mais la qualification elle-même n'est reconnue. Dreyfus a cédé une prime qu'il peut reprendre à tout moment. De plus, avec le problème des études de postes, si l'ouvrier est déplacé, il perd cette prime.

Il fait le généreux en accordant 80 % de la prime trimestrielle, mais son rôle n'est pas remis en cause. Or c'est une prime anti-grève : pour chaque jour d'absence non justifiée, 20 % de la prime saute.

En refusant encore de payer l'intégralité de la prime, une fois encore, Dreyfus maintient la pénalisation par le fric pour fait de grève.

A prendre ou à laisser

Telle est la troisième revendication qu'ajoutent les grévistes aujourd'hui. Dès le mardi soir, l'intox commençait : les directions syndicales criaient victoire, la radio annonçait la reprise.

Mais l'équipe du soir refuse de se prononcer et attend celle du matin. Le

matin, la première exigence, c'est « les délégués dehors, on n'en veut pas, on est assez grands pour décider de la continuation ou non de notre lutte ». Les grévistes refusent d'entendre parler de reprise et continuent la grève.

En une semaine, ils ont obtenu plus qu'en une journée de négociations : ils ont conscience de leur force et de la solidarité qui les entoure. Leur lutte pour la qualification de P1 F concerne des milliers d'OS. Aussi la direction est-elle acculée : si elle cède, c'est une victoire concrète pour des milliers de travailleurs, c'est la preuve concrète que contre le tapis vert, seule la lutte paie ! Si elle ne cède pas, elle court le risque d'une extension de la grève. Déjà aucune voiture ne sort de l'usine. Les 7000 travailleurs en partie lock-outés ont réclâmé le paiement des heures de lock-out, par la grève, les pétitions et les délégations.

Au 77, 2 heures de grève aujourd'hui sur leurs revendications.

Quant aux directions syndicales, elles sont « désorientées » ! A l'heure actuelle, les dirigeants CGT sont très mal reçus par les grévistes, il paraîtrait même que certains auraient été un peu malmenés. Eux aussi tremblent en pensant à un débordement éventuel. « Nous n'obtiendrons pas dans la rue ce que nous n'avons pas obtenu par les urnes car nous sommes des démocrates » déclare un responsable du syndicat... La thèse du « complot » risque donc bien de reflourir.

Depuis plusieurs mois, les OS se battent pour une meilleure qualification. C'est le problème central de l'usine, mais le danger est grand aujourd'hui d'une coupure entre ouvriers professionnels français et OS, immigrés pour la plupart.

Les travailleurs du 34, du 38, du 12 ont montré la voie : face à un patronat de choc bien que nationalisé, seul le combat paiera !

Français, immigrés, OP, OS, même patron, même combat ! Unité dans l'action !

Ne faites confiance qu'à vos luttes ! Solidarité avec les grévistes du 12 !

Mercredi 28 mars 16 heures
Correspondant

INRA

du comité de grève au comité de vigilance

A l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), organisme de recherche du ministère de l'Agriculture, vient de se terminer une grève qui témoigne d'un grand degré de combativité. Epuisés et même écœurés par les mobilisations rituelles de 24 heures, les travailleurs de l'INRA discutaient depuis plusieurs mois d'autres formes de mobilisation, pour pouvoir imposer leurs revendications.

Il a suffi d'un catalyseur (une provocation d'un chef de service) pour que le personnel du centre de Versailles décide de se mettre en grève, reconductible tous les jours, le jeudi 15 mars, pour obtenir :

1. intégration des ouvriers dans le statut des techniciens (revendication : vers le statut unique, ouvriers, administratifs, techniciens) ;

2. aucune perte de salaire pour les ouvriers mensualisés, et intégrés au statut.

Le lendemain la grève est reconduite par les ouvriers et un comité de grève est élu. Quant aux autres catégories (administratifs, techniciens, chercheurs), elles reprennent le travail, élisent un comité de soutien, chargé de populariser la grève des ouvriers et de prendre en charge le soutien financier.

Un appel à la grève pour les autres centres de l'INRA est lancé et suivi avec succès : le lundi certains centres votent la grève, reconductible tous les jours, et élisent eux aussi un comité de grève - dans d'autres centres des comités de soutien sont formés et commencent à collecter une demi journée de salaire. Le mardi, le grève s'étend encore, en province en particulier !

Les syndicats nationaux lancent un appel à toutes les catégories pour une journée de grève nationale, le jeudi 22 ! L'appel est soutenu par les comités de grève et comités de soutien existants, afin de montrer à la direction la combativité et l'unité du personnel ! Ce sera la plus grande grève que l'INRA ait connue !

A Paris une manifestation de 700 personnes va appuyer des négociations au ministère. Outre les représentants syndicaux, des délégués des comités sont présents devant le directeur général ! Et sous la pression des grévistes mobilisés le directeur général doit signer un texte : il lâche sur quelques points et fait des promesses ! C'est un véritable recul !

Pour garantir la victoire, un comité de vigilance !

C'est déjà une première victoire. La reprise du travail se fait dans la joie. Malgré la fin de la grève, le soutien continue pour faire en sorte qu'aucun ouvrier ne perde plus de deux jours de grève !

Pour veiller en permanence à ce que les promesses de la direction ne soient pas du vent, la majorité des comités de grève ou de soutien se maintiennent, et se transforment en comités de vigilance, comme à Dijon.

Cette lutte aura des conséquences au delà de l'INRA, car les problèmes statutaires qui sont posés dans les revendications, sont communs à tous les travailleurs de la fonction publique. La preuve a été faite qu'une grève démocratiquement menée pouvait faire céder plus que toutes les grévettes de 24 heures ! Dès aujourd'hui des contacts doivent être pris pour élargir la lutte, en commençant par les autres institut de recherche : CNRS, INSERM, etc...

Correspondant



la cfdt et le contrôle ouvrier

Depuis le 35^{ème} Congrès la CFDT reconnaît que le socialisme est basé sur 3 éléments indissociables : la collectivisation des moyens de production, la planification démocratique, l'autogestion.

Mais les positions exprimées par Edmond Maire sur le programme commun ont montré que cette définition du socialisme restait bien floue en pratique. La CFDT proposait en effet que les entreprises nationalisées soient autogérées. Pourtant le régime de « démocratie avancée » proposé par le programme commun reste dans le cadre de l'économie de marché, c'est-à-dire le capitalisme. Or en régime capitaliste — que l'entreprise soit nationalisée ou non — l'autogestion est un leurre car elle oblige les travailleurs eux-mêmes à rentabiliser leur entreprise en allongeant le temps de travail, en accélérant les cadences, au besoin en licenciant. C'est ce qu'a illustré « l'expérience » d'autogestion des chantiers navals de la Clyde où les ouvriers en vinrent à se vendre aux banques, acceptant ainsi le contrôle des banques capitalistes sur la gestion ouvrière avant d'être obligés de vendre les chantiers à un capitaliste américain.

Tant que l'économie reste une économie de marché, les travailleurs n'ont pas à gérer la moindre partie du système capitaliste. Ils doivent au contraire garder les mains libres afin d'imposer par la mobilisation leur veto sur les décisions patronales allant à l'encontre de leurs intérêts.

Contrôle ouvrier ou « cogestion »

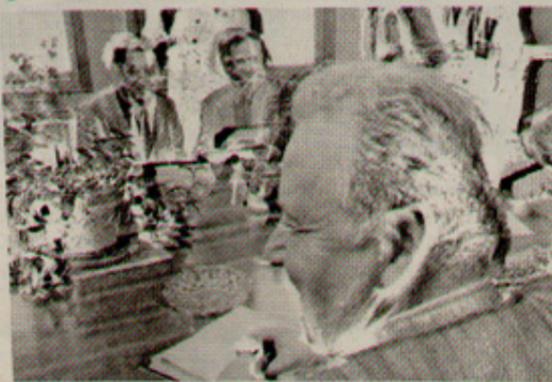
Les dirigeants de la CFDT affirment qu'ils ont rompu avec toute idée de participation et de cogestion. Mais leurs déclarations encore une fois, restent pour le moins ambiguës.

Krumnov, dans une interview au *Nouvel Observateur* (N° 436), tire les leçons de la grève de Jaeger à Caen, qui imposa une réduction des cadences : si le patron veut remettre l'accord en question, explique-t-il, les travailleurs lui diront : « Le contrôle ouvrier des cadences a rendu inutile tout un personnel d'encadrement qui n'a plus aucune fonction, qui est en plein désarroi, et auquel vous payez au moins 20 % du total des salaires à ne rien faire ». Curieuse façon d'expliquer au patron que le contrôle ouvrier est finalement son intérêt bien compris. Et il propose même que



« les chronométrateurs, les gens des bureaux des normes, tous ceux qui ont des connaissances techniques » viennent « réfléchir collectivement avec les ouvriers sur la meilleure

façon de réorganiser le travail, de supprimer la coupure entre conception et exécution ». Comme si l'organisation du travail était un problème de technique et de bonne volonté et non un problème de classe... cela a un petit parfum de socialisme à la suédoise !



Au contraire, si on pense que les intérêts de classe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière sont antagoniques, cela veut dire que le contrôle ouvrier ne peut être que le résultat du rapport de force conquis par la classe ouvrière à l'échelle d'une ou plusieurs entreprises. Tant que le rapport de force sera maintenu, comme pendant le maai rampant italien, les travailleurs pourront imposer leur décision aux patrons qui se trouveront du même coup en bonne position dans la concurrence face aux entreprises où les travailleurs subiront sans broncher l'exploitation. Si demain un vaste mouvement à Renault impose la diminution des cadences, le refus de tout licenciement, la diminution du temps de travail, la régie se trouvera inévitablement en position de faiblesse sur le marché capitaliste face à Simca et Citroën où les travailleurs triment sous la férule de la CFT. Si, comme le PCF, on veut défendre la nationalisation de Renault, comme un îlot de démocratie avancée, alors il faudra renoncer au contrôle ouvrier et faire tourner la Régie ! Sur ce point non plus la CFDT n'a pas une position claire.

Contrôle ouvrier ou contrôle syndical.

Au contraire si on comprend que le contrôle ouvrier ne peut durer que le temps que dure la mobilisation, l'important est de tout faire pour prolonger cette mobilisation en faisant participer l'ensemble des travailleurs syndiqués et non syndiqués par l'élection de délégués d'atelier coordonnés en comités de département et en comité d'usine. Ce n'est pas en attribuant aux seuls représentants syndicaux les tâches de contrôle qu'on peut mobiliser l'ensemble des travailleurs car ce contrôle se réduira à une affaire de spécialistes passant leur temps en commission et non à une lutte de masse impliquant la participation de tous. Or il semble que les dirigeants de la CFDT attribuent les tâches de contrôle aux responsables syndicaux. En tout cas, la position prise dans *Syndicalisme Hebdo* sur le rôle limité des comités de grève laissant le rôle de direction et de négociation au seul syndicat, va dans ce sens. C'est la vieille idée du « pouvoir syndical défendu par la CFDT. Hélas ce pouvoir s'il n'est pas celui des travailleurs en lutte risque

fort de n'être qu'une illusion et de se transformer en cogestion ou participation. Entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, le pouvoir ne se partage pas.

Contrôle ouvrier et stratégie révolutionnaire.

En fait, toutes ces ambiguïtés sur le contrôle ouvrier ne sont que le résultat de la position réformiste de la direction confédérale sur les voies de passage au socialisme. Faut-il ou non détruire l'Etat bourgeois ou le réformer ? En théorie la direction confédérale ne répond pas, en pratique elle a choisi. « Nous avons toujours dit que dans un pays comme la France, la lutte pour le pouvoir doit aussi passer par les élections : elles sont un moment important » affirme Krumnov. Ainsi, la seule issue à Mai 68, c'était les élections ? La direction de la CFDT escamote complètement la notion de crise révolutionnaire. Pour elle la transition du capitalisme au socialisme est un long processus de contestation, de conquêtes de pouvoirs partiels, de grignotage, finalement de passage progressif et plus ou moins pacifique au terme duquel la majorité des individus consciemment votent pour le socialisme. Durant toute cette phase transitoire l'Etat est toujours l'Etat bourgeois avec son armée, sa police, son parlement plus ou moins contrôlés par les travailleurs, les conseils ouvriers se chargeant de gérer les entreprises (capitalistes). Pour les révolutionnaires au contraire, la période de transition commence après la prise du pouvoir par la classe ouvrière après la destruction de l'Etat bourgeois remplacé par la république des conseils ouvriers.



Les comités d'usine mis en place par les travailleurs pour imposer leur contrôle sont la préparation de ces conseils ouvriers. Une expérience localisée de contrôle ouvrier ne peut s'éterniser : ou elle disparaît et est récupérée par le patron ou elle s'étend. Une expérience généralisée de contrôle ouvrier ne peut non plus s'éterniser : ou bien elle débouche sur une crise révolutionnaire ou bien elle régresse et finalement s'éteint. Lors de la crise révolutionnaire se dressent face à face deux pouvoirs : celui des travailleurs conquis dans la lutte représenté par les conseils ouvriers et celui de la bourgeoisie avec son parlement et son armée. Le mot d'ordre des révolutionnaires doit être alors : « Tout le pouvoir aux conseils ». Entre l'assemblée bourgeoise et les conseils ouvriers le pouvoir ne se partage pas.

R.Y.

lutttes ouvrières

toulouse : 80 ouvriers en colère

Auterive à 30 km de Toulouse, c'est encore la « banlieue » mais c'est déjà la campagne : un patronat de choc exploite dans de rares petites entreprises un prolétariat rural, habitué à accepter sans trop broncher les bas salaires, le rendement, l'absence de syndicat, l'autorité des petits chefs...

Mais la situation change petit à petit : CES et CEG, faute de CET inexistant, déversent chaque année sur le marché du travail une main-d'œuvre nombreuse, sans qualification...

...Pour les patrons, aidés par les Manpower et autres entreprises de locations, c'est une proie facile en apparence !

Mais de plus en plus, quand la révolte gronde dans les facs et les lycées avoisinants, la jeunesse ouvrière ne reste pas sourde et insensible.

Ainsi aux Etablissements PABAT, fabrique d'habillement, la colère gronde chez les ouvrières... Après la victoire de leurs camarades de Coframaille, l'arrêt de travail national sur les salaires et les conditions de travail est suivi massivement !... la réaction patronale est brutale : mise à pied de 48 h de la déléguée CGT ! Cette fois c'en est trop et le 16 mars, 80 ouvrières pour la plupart jeunes débrayent, manifestent en ville et louent un car pour se rendre à la Bourse du Travail de Toulouse ! Le patron lève la sanction mais c'est trop tard, les 80 ouvrières en colère ont pris conscience de leur force et continuent la grève pour obtenir :

- l'augmentation de 50 centimes horaires en moyenne : actuellement le salaire horaire est en principe de 4 F 75... mais largement inférieur pour les ou-

vrières qui n'ont pas 18 ans et qui pourtant travaillent à la chaîne !

- l'inclusion dans le salaire de la prime, actuellement donnée à la tête du client

- la diminution des cadences : (3 filles ont du partir en maison de repos)

- la correction et la politesse des chefs à leur égard.

Pour organiser leur lutte, elles ont un comité de grève et cela aussi est significatif, même s'il se confond presque avec le syndicat !

Très vite, le 20 mars, un comité de soutien se met en place et distribue un tract de popularisation signé par les sections locales du PCF, du PSU, du PS, de la Ligue Communiste et de plusieurs sections syndicales CGT, CFDT et FEN ! Pour la première fois l'unité était réalisée, le PCF n'avait lancé aucune exclusive ! Mais la fédération départementale du PCF réagit violemment et déclare que « le soutien ne saurait en aucun cas, comme l'a prétendu un tract, associer notre Parti aux irresponsables des groupes gauchistes ».

Ainsi, grâce aux petites manœuvres de l'appareil départemental du PC qui a déjà servi lors de la grève chez Ruggieri, le comité de soutien continue son activité, mais uniquement sur la base d'adhésions individuelles !

Face aux 80 ouvrières en colère, le patron se montre décidé à ne pas céder, car l'exemple risquerait d'être contagieux... A Toulouse, dans une filiale, une grève de solidarité, a regroupé plus de 50 % des effectifs ! Ainsi, la lutte s'annonce-t-elle dure et difficile.

Correspondant
Le 26.3.73



IMP : contre la loi des flics et des patrons, grève de la faim

■ A l'IMP-Sees, au bout de 13 jours de grève, la direction reste ferme sur ses décisions :

- 5 licenciés
- 10 grévistes menacés de licenciement
- 4 médecins psychiatres et la psychologue en voie d'exclusion
- menaces de mutation sur l'éducateur chef

Parallèlement, la répression s'organise contre les travailleurs de l'Enfance Inadaptée. Dans l'Orne, à Saint Germain du Corbuis de multiples pressions sont faites par le préfet, le maire, etc... pour que le directeur de la

MJC annule la soirée de solidarité aux grévistes qui doit avoir lieu dans son établissement !

A Nantes, lors de la grève des travailleurs sociaux en formation, le directeur avait fait appel aux CRS pour « rétablir la situation » dans l'école ; bavure peut-être, mais ô combien significative.

A Sees, une manifestation des grévistes est interdite par les « képis rouges ».

La répression frappe partout à la fois ; pour imposer son projet de rentabilisation dans le secteur Enfance Inadaptée, la bourgeoisie n'hésite plus aujourd'hui à faire donner les flics dès qu'une lutte apparaît. En mon-

trant leur détermination, en montrant qu'ils n'acceptent pas la loi des flics et des patrons, les travailleurs sociaux sauront faire reculer la répression.

Depuis le 25 mars, à Sees, trois travailleurs, deux licenciés et un non-licencié, font la grève de la faim pour briser le black-out total imposé au combat des travailleurs sociaux.

Halte à la répression sur les travailleurs sociaux !

Halte aux licenciements !
Solidarité avec les trois grévistes de la faim de Sees !

Solidarité financière
CCP Rouen 917.69.2
Monique Laenger

grenoble : ALLIBERT sixième semaine de grève

■ Allibert : une usine qui fabrique des objets en matière plastique. Les conditions de travail sont très dures, les salaires dérisoires. Dans l'atelier ABC, au ponçage, on travaille toute la journée dans une poussière malsaine, avec dégagement d'un gaz toxique ; il fait très chaud.

Vers la mi-février, les ouvriers de l'atelier (80 % sont des immigrés) partent en grève pour :

- 30 centimes de l'heure d'augmentation pour tous
- 5,80 F de l'heure minimum
- l'amélioration des conditions de travail.

La lutte s'organise : les travailleurs élisent un comité de grève. Les décisions seront prises en Assemblée Générale. Des piquets de grève sont mis en place. Mais on prépare aussi la suite : une section syndicale CFDT est constituée.

Devant cette grève qui se prolonge, la direction n'a reculé devant aucune manœuvre : d'abord des lettres individuelles envoyées à chaque travailleur avec menace de rompre les contrats. Puis une voiture qui fonce dans le piquet de grève. Des pierres volent : son pare-brise part en éclats. Un quart d'heure plus tard, le patron arrive avec un huissier !! Encore un coup monté...

Malgré toutes ces tentatives, les grévistes tiennent bon. La solidarité de la population est active : une douzaine de comités de soutien ; plus de 4 millions collectés.

Mais, pour vaincre, l'unité syndicale et l'extension de la

lutte à d'autres secteurs de l'usine sont des atouts décisifs. Or la CGT, qui qualifie la grève d'ABC d'« aventuriste », refuse l'unité d'action avec la CFDT. D'autre part la CFT, qui est implantée dans l'usine depuis 1969, fait tout pour empêcher l'extension du mouvement aux autres ateliers.

Mais, samedi dernier est arrivé du renfort : à 3 heures du matin l'atelier moulage d'Allibert a débrayé à son tour : 200 travailleurs sur 270. Un comité de grève provisoire a été élu jusqu'au lundi 25 où doit avoir lieu l'assemblée générale.

La production est cette fois sérieusement menacée.

Les travailleurs de l'ABC ne sont plus seuls.

lyon : rhône-isère : misère

■ Des conditions de travail lamentables, des salaires de misère, tel est le lot quotidien des 1000 travailleurs de Rhône-Isère, entreprise de petite métallurgie dans la banlieue de Lyon. Rhône-Isère emploie une grande majorité de femmes et de travailleurs immigrés : jeudi 22, la grève éclate. Tous savent que c'est l'arme la plus efficace pour faire entendre raison au patron : déjà avant Noël, une première grève victorieuse avait permis d'arracher 46 centimes d'augmentation. Cette fois la lutte porte contre les 3 jours de carence décidés par le patron et contre le salaire féminin d'appoint. Les travailleuses en ont assez d'être payées au rabais du seul fait qu'elles sont des... femmes.

Mardi 27, une manifestation (la seconde depuis le début de

la grève) regroupe 400 personnes sur le quartier.

A travail égal, salaire égal !
Le patron peut payer, le patron doit payer !

Correspondant

gagny : extension de la lutte

■ A l'Institut Médico-pédagogique de Gagny, les travailleurs entament leur troisième semaine de grève.

Face au blocage des négociations par le Conseil d'Administration, les travailleurs du département ont décidé d'élargir la mobilisation et le soutien.

Pour appuyer la lutte des grévistes, le syndicat départemental CFDT, a lancé un mot d'ordre de débrayage des établissements du 93 (Seine-St-Denis), débrayage tournant d'un établissement par jour avec délégations au Conseil d'Administration et motions. Simultanément, la mobilisation est élargie aux autres départements et aux travailleurs des autres secteurs par le biais des Unions Locales.

D'emblée le soutien financier s'organise : des collectes ont déjà eu lieu sur les marchés et à la sortie des usines. Sous l'impulsion de la CFDT, les travailleurs du département se sont prononcés pour une participation financière correspondant à 2 heures de salaire par semaine.

Solidarité avec les travailleurs en grève

A Gagny comme ailleurs, la grève est l'arme de tous les travailleurs !

Pendant la campagne électorale nous avons reçu le manifeste suivant élaboré par des syndicalistes de l'édition.

Le comité de rédaction de Rouge a signé collectivement ce manifeste et est prêt à participer aux initiatives qui seront prises.

Envoyez les signatures à J. Péron
147, rue Armand Silvestre
Courbevoie - 92

MANIFESTE POUR L'EXPROPRIATION DU TRUST HACHETTE

« Le trust Hachette, avec ses 63 filiales se place au 5ème ou 6ème rang des sociétés françaises. Il occupe sur le plan mondial une place de tête dans sa spécialité. En France, il est présent dans tous les modes de diffusion de la pensée et joue un rôle prépondérant quand il n'exerce pas un monopole quasi-absolu dans chacune des branches de la production et de la distribution de la pensée imprimée ».

C'est en ces termes qu'en 1969, l'économiste Henri Claude présentait ce qu'on a appelé la « pieuvre verte ».

Depuis cette date, Hachette, contrôlé par la Haute Banque par l'intermédiaire du groupe Paribas, et bénéficiant de larges appuis au niveau du pouvoir, puisque deux de ses actuels directeurs, Simon Nora et Gérard Worms, sont sortis du cabinet de Chaban-Delmas, n'a fait qu'accroître sa puissance.

Par le biais des accords Hachette-ORTF signés en octobre 1971, le trust a acquis un quasi-monopole sur la production des vidéo-cassettes, énorme marché potentiel au niveau des loisirs et de la formation permanente.

Ainsi ce trust privé tient de plus en plus sous son contrôle l'information, la formation, la diffusion littéraire, l'audiovisuel. Il possède un extraordinaire pouvoir d'intoxication et de manipulation de l'opinion.

Enfin il est un des instruments de la soumission de la liberté d'expression aux puissances de l'argent.

C'est pourquoi les soussignés appellent à la constitution d'un comité d'initiative en vue de mener une campagne permanente en commun avec les travailleurs du trust Hachette sur les objectifs suivants :

- dénonciation du monopole Hachette
- expropriation immédiate, sans indemnité, ni rachat, de l'ensemble du trust
- mise en place du contrôle des travailleurs en tant que producteurs et utilisateurs sur les différents secteurs du trust.

Nous avons au cours de deux précédents articles analysé l'opération électorale menée par la bourgeoisie argentine et la dictature militaire, puis l'attitude du mouvement péroniste, face aux élections et par rapport à la grande bourgeoisie. Aujourd'hui, dans ce dernier article, nous revenons sur le mouvement révolutionnaire argentin dans la conjoncture actuelle et sur les perspectives post-électorales.

Les organisations révolutionnaires, et notamment les organisations révolutionnaires menant la lutte armée, dont nos camarades du PRT-ERP, ont été un facteur non-négligeable dans l'évolution de la tactique des forces bourgeoises, particulièrement dans le virage pris par la dictature, il y a un peu plus d'un an maintenant.

Le régime militaire craignait l'extension d'explosions semi-insurrectionnelles qui, à l'image des Cordobazo, se sont multipliées à travers le pays depuis deux ans. Mais il redoutait aussi qu'à la faveur de ces explosions une jonction politique et organisationnelle ne s'établisse entre les groupes armés et les masses ainsi mobilisées.

Le second soulèvement de Cordoba (mars-avril 1971) avait d'ailleurs montré la voie en ce sens : des détachements de l'ERP avaient participé aux actions de masse et avaient protégé certains secteurs soulevés contre les assauts de la police et de l'armée.

Par ailleurs, la politisation et la combativité accrues des travailleurs a conduit dans plusieurs branches industrielles et régions du pays, Cordoba notamment, à des phénomènes très diversifiés de rupture avec la bureaucratie syndicale centrale de la CGT et à la création de tendances syndicales dites « lutte de classe ».

L'opération électorale de la bourgeoisie, en canalisant vers les urnes le potentiel insurrectionnel des masses, en redonnant au péronisme, donc à la bureaucratie syndicale, la qualité d'alternative politique, visait surtout à l'isolement des groupes révolutionnaires et particulièrement des groupes armés...

Quelle a été la réponse de la gauche révolutionnaire à cette nouvelle situation ?

Cette gauche révolutionnaire, importante numériquement, est morcelée en un grand nombre d'organisations ou groupes, beaucoup n'ayant qu'une réalité locale, à l'échelle d'une ville, d'une province au maximum. Le poids de la tradition péroniste, populiste, dans le mouvement ouvrier, la faiblesse relative du stalinisme, l'influence — lointaine tout de même — de la révolution cubaine, la profondeur de la crise sociale et politique actuelle, autant que l'extraordinaire combativité des masses ont de façon contradictoire modelé cette gauche révolutionnaire.

Les groupes révolutionnaires péronistes

Le courant dit « péroniste révolutionnaire » représenté par les organisations armées péronistes, a été ces dernières années, avec nos camarades de l'ERP, à l'avant-garde de la lutte armée. Certaines des actions les plus importantes de l'ERP, telles l'évasion de la prison de Rawson, l'exécution de Sanchez, ont été menées conjointement avec ces organisations qu'il s'agisse des FAR ou des Montoneros.

Or, ces organisations, lors du retour de Péron en Argentine, se sont placées sous ses ordres... Ne parlant plus de leurs divergences passées avec le reste du mouvement péroniste, elles appuyaient la campagne de Campora et abandonnaient officiellement la lutte armée. Ici et là des commandos de ces organisations ont durant la campagne fait quelques enlèvements ou attaques de banques non signées... mais c'était pour remplir les caisses électorales du parti justicialiste.

La plupart des autres groupes révolutionnaires, dénonçant la manœuvre de la

dictature, le caractère bourgeois du péronisme ont appelé au boycott ou au vote blanc.

Une exception, importante, le PST (Parti Socialiste des Travailleurs). Issu d'une fusion entre le groupe « La Verdad » (*La Vérité*, titre de son journal), organisation sympathisante de la IVème Internationale, et du PSA (Coral), un petit groupe centriste né du fractionnement du Parti Socialiste Argentin, et dirigé par Juan Carlos Coral, le PST a été la seule organisation d'extrême-gauche argentine à participer activement à la campagne électorale. Faisant de cette campagne une tribune de propagande pour l'indépendance politique de la classe ouvrière par rapport à la direction bourgeoise qu'est le péronisme, au travers d'une « dénonciation-mise-au-pied-du-mur » des directions péronistes et de la mise en avant de la nécessité d'un « pôle ouvrier et socialiste ».

L'utilisation faite par le PST de la campagne électorale — c'est l'axe principal d'activité de ses militants depuis près d'un an — n'a pas manqué d'ambiguïtés : le problème des prisonniers politiques — un des problèmes centraux aujourd'hui — a été relégué au second plan. Cela est d'autant plus grave que la campagne du PST n'a pas été sans impact sur des secteurs de l'avant-garde large argentine, notamment dans les secteurs avancés du mouvement syndical. Les succès qu'ont connus ses centaines de meetings, notamment le meeting final de la campagne à Buenos Aires, qui a regroupé au

dire de la presse bourgeoise près de 10 000 participants, l'attestent bien plus que les résultats électoraux eux-mêmes (0,78 % des suffrages).

Le PRT-ERP

Nos camarades du PRT-ERP, quant à eux, se trouvaient dans une situation particulièrement difficile face à ces élections. Depuis l'affaire Sallustro, au printemps dernier, indépendamment des échéances électorales et de l'« ouverture politique » de la dictature, ils ont été en butte à une répression incessante. Plusieurs dizaines de camarades, pour la plupart cadres de l'organisation, sont ainsi tombés, rejoignant dans les prisons du régime les quelques deux cent déjà incarcérés.

Dans le cadre de sa stratégie de « guerre révolutionnaire », le PRT avait depuis deux ans une orientation précise : l'unité des organisations armées. L'évolution des organisations péronistes armées a laissé nos camarades totalement isolés sur le plan militaire. Parallèlement, le prestige acquis à la suite de ses actions audacieuses par le PRT-ERP n'a pas été véritablement capitalisé politiquement : la sympathie diffuse de larges secteurs des masses argentines envers nos camarades, dans la mesure où elle n'était pas organisée, politisée, n'a pas résisté à la démagogie électorale et populiste du péronisme. L'isolement organisationnel au niveau militaire s'est donc doublé d'un certain isolement politique.

L'impossibilité pour le PRT-ERP, organisation interdite, d'apparaître dans la campagne n'a fait qu'ajouter aux difficultés — nos camarades ont cependant créé de « comités de base », structures légales, publiques, dont l'objet était de mener une campagne pour la liberté des prisonniers politiques et pour le boycott de ces élections.

Ils ont dénoncé le caractère bourgeois du péronisme et la manœuvre menée par la bourgeoisie au travers de ces élections ; c'est-à-dire : « isoler les combattants de la guerre révolutionnaire des masses ». Parallèlement ils continuaient à mener certaines actions armées dont la plus spectaculaire fut la prise d'une caserne à Cordoba, au cours de laquelle ils se procurèrent un armement considérable, réaffirmant ainsi concrètement leur stratégie de « guerre révolutionnaire ».

Cette orientation n'a pas été sans difficultés et crises internes... Ainsi s'est créé un groupe dissident, issu de l'ERP, s'appelant ERP-22 (1) et qui, tout en réaffirmant la nécessité de continuer la « guerre révolutionnaire » a, de façon spectaculaire (2), appelé à voter péroniste et ce au nom de la défense des intérêts immédiats des travailleurs. Il va sans dire qu'une telle position est totalement étrangère au marxisme révolutionnaire et qu'elle représente une rupture complète avec certains des acquis fondamentaux du trotskysme.

Le problème essentiel

Les élections ont profondément changé la situation politique du pays, mais dans le sens où l'espéraient Lanusse et le haut-commandement de l'Armée. Ils voulaient réintégrer le péronisme dans un jeu politique qu'ils espéraient contrôler. Or, plébiscité, ce dernier se présente maintenant à lui seul comme une solution de rechange pour une bourgeoisie alors incapable de maîtriser une profonde crise économique et sociale.

Quant aux profondes illusions qui subsistent dans la grande majorité de la classe ouvrière vis-à-vis de Péron et de son mouvement, elles n'ont pas manqué d'isoler temporairement les mouvements révolutionnaires, de les diviser.

Qu'arrivera-t-il d'ici le 25 mai, date prévue pour la passation du pouvoir ? Nul ne semble en mesure de le prévoir, pas même le haut-commandement militaire, sans doute divisé sur l'attitude à avoir...

De toutes façons, l'Argentine est de nouveau entrée dans une période de grandes tensions politiques et sociales. Le mouvement de grève générale des policiers la semaine dernière, les affrontements qu'il a suscité entre policiers et l'armée en est un indice révélateur.

Cela ira s'accroissant si — hypothèse la plus possible — Campora accède au pouvoir. Car très vite les travailleurs argentins, paupérisés par des années d'inflation galopante, réclameront la concrétisation des espoirs mis dans le péronisme. Combien de temps les péronistes pourront-ils — tout en gérant intelligemment les intérêts de la bourgeoisie — maintenir cette grande illusion des masses argentines ? C'est là le problème essentiel maintenant.

Jean-Pierre BEAUVAIS

(1) ERP-22, en souvenir du 22 août, date du massacre de Trelew.
(2) Un commando de l'ERP-22 a enlevé le directeur d'un des principaux quotidiens bourgeois, la veille des élections et ne l'a relâché qu'après publication en première page de son journal de l'appel au vote péroniste.

la grande illusion (3) les révolutionnaires et les élections

Manifestation de péronistes le soir du 11 mars à Buenos Aires



Photo Moura-Gamara



photo Chauvel-Gamma

un mois européen de solidarité

Les 3 et 4 mars, s'était tenue à Paris, lors du premier tour des législatives, une première réunion des mouvements européens de solidarité. C'est les 24 et 25 mars que ces mouvements se sont retrouvés à Paris en une deuxième réunion de travail, alors que les comités lycéens et étudiants faisaient le point de leur mobilisation. C'est dire combien les objectifs de cette conférence européenne peuvent apparaître, à certains, comme à contre courant d'une opinion qui tend à oublier l'Indochine. Les USA ne sont-ils pas en train de se retirer du Vietnam ? ...

L'échéance du 28 mars...

Il est vrai que la première échéance fixée par les accords - le rapatriement des dernières troupes américaines et la libération des prisonniers US - est respectée. Apparemment. Malgré de nombreuses « bavures », les accords ne sont-ils pas en voie de réalisation ? En fait, « l'après signature des accords » commence maintenant.

Le retrait des dernières troupes US n'est pas sans signification. Il sanctionne ce que la signature des accords avait mis en lumière : l'échec global et l'abandon de l'intervention militaire US massive, directe et ouverte. Il rend difficile, pour le gouvernement US une relance de l'escalade car il lui interdit d'utiliser un de ses arguments démagogiques les plus efficaces : la protection de la vie des « boys » américains. Mais il augmente la marge de manœuvre qu'il possède pour violer en sous-mains les accords avec la libération du dernier prisonnier US. Et la réalisation des prochaines échéances prévues par les accords apparaît plus que jamais en question.

... et les prochaines

Preuve en est l'affrontement qui oppose les deux délégations sud-vietnamiennes à la conférence de la Celle St Cloud, où les fantoches proposent de passer

directement à la préparation d'élections présidentielles dans l'actuel cadre constitutionnel et où ils déforment grossièrement le contenu des accords, alors que la délégation révolutionnaire exige comme préalable l'application de l'article 11 sur les libertés démocratiques. L'échéance du 28 mars correspond en fait à la mise en place de nouveaux éléments de la lutte « politique » qui s'engage.

Selon les Nord-Vietnamiens, ce sont aujourd'hui 17 000 conseillers militaires « travestis en civils » qui encadrent l'armée de Saïgon dont l'aviation utilise la totalité de sa puissance (la 3ème du monde...) pour s'attaquer aux zones libérées. Mme Binh vient d'annoncer à Damas que les Américains envisageraient d'envoyer des conseillers israéliens au Sud. Dans ce contexte, la bataille pour la libération des prisonniers civils et la réalisation des libertés démocratiques prend allure de symbole. C'est dans un mois maintenant qu'ils devraient être relâchés. Mais les liquidations ont commencé.

Derrière la succession des moments de « tension » et de « détente », c'est cette réalité-là que les militants doivent clairement comprendre. Une lutte serrée, dans un cadre nouveau mais toujours difficile, est engagée, et cette lutte risque de connaître dans les semaines qui viennent des tournants importants. Ce sont en effet les prochaines échéances des accords que les Américains et leur régime fantoche ne peuvent accepter d'appliquer sans se suicider.

Pour la libération des prisonniers civils

C'est cette situation qui donne son plein sens à la campagne décidée par les organisations européennes de solidarité, parmi les plus actives et les plus radicales, qui se sont retrouvées lors des réunions de Paris. Deux organisations danoises (DDV), françaises (FSI et MSPI), une organisation autrichienne (comité d'Innsbruck), allemande (ISK), italienne (comitato Vietnam), belge (FUNI), suédoise (SLI), luxembourgeoise (comité Indochine), suisse (CIV) ont d'ores et déjà signé la déclaration commune issue de ces réunions de travail (publiée dans « Solidarité Indochine » No 10, en cours de parution). Des organisations anglaise (ISE), norvégienne (Sol Kom), finlandaise, hollandaise, autrichienne (SKI), suédoise (groupe FNL), allemande (comité d'Heidelberg) ont aussi été contactées, se sont déclarées intéressées et doivent donner leur réponse prochainement.

Une seule défection à regretter : celle des camarades allemands du Vietnam Komitee et de la Ligue contre l'Impérialisme, animés par des militants du KPD qui ont refusé de s'associer aux initiatives proposées. Ils exigeaient comme condition à leur participation la dénonciation, dans la plate-forme, du « social-impérialisme soviétique » et la définition rigide de l'étape actuelle de la révolution vietnamienne comme « démocratique nationale » et devant aboutir à la « dictature des classes populaires ». Alors que l'ensemble des participants refusait de voir ces débats intégrés dans la déclaration commune, les camarades allemands ont refusé de se plier à la décision majoritaire et ont ainsi fait preuve d'un sectarisme qui n'a malheureusement rien à envier à celui du PCF.

C'est la première fois qu'une telle coordination se met en place. Elle doit aujourd'hui assurer la réussite de la campagne européenne pour la libération des prisonniers politiques et de la manifestation internationale qui doit se dérouler le 12 mai à Milan.

Mais elle se poursuivra demain pour renforcer le soutien, jusqu'à la victoire finale, des peuples d'Indochine !

une certaine conception des libertés démocratiques

« ... Selon notre point de vue, la République du Vietnam (fantoche) a déjà garanti les libertés démocratiques et continue à le faire... Le fait que cette population a joui de telles libertés a été aussi largement confirmé par des faits tels que l'existence de nombreux journaux, de nombreux groupements et individus faisant partie de l'opposition et qui sont libres de critiquer le gouvernement... »

Par ailleurs, la réalisation de toute liberté démocratique doit être déterminée par la loi et comporter des restrictions en vue du bien public...

Discuter de ce problème serait ouvrir la porte à des polémiques interminables et stériles. Nous pensons que c'était bien pour cette raison que dans l'Accord la question des libertés démocratiques ne fait que recommander (sic !) aux deux parties sud-vietnamiennes... de garantir les libertés démocratiques à la population vivant sous son contrôle ».

(Extrait de la déclaration de Nguyen Lun Vien, chef de la délégation fantoche à la conférence de la Celle St Cloud, le 26 mars 73)

L'article 11 des accords énumère très précisément les libertés démocratiques que chaque partie doit respecter et dont aucune ne l'est à Saïgon.

comment thieu réécrit les accords !

« Tant qu'elle maintient ses forces armées au Sud Vietnam ou ne cesse d'y infiltrer de nouvelles troupes, la République Démocratique du Vietnam continue de faire pression sur le peuple sud vietnamien dont vous-mêmes faites partie et de porter ainsi atteinte au droit à l'autodétermination du peuple sud-vietnamien, contrairement aux dispositions de l'accord. Ainsi, conformément à l'accord, les troupes nord-vietnamiennes n'ont pas le droit d'être présentes au Sud Vietnam ».

(Extrait de la déclaration de Nguyen Lun Vien)

Aucune mention des troupes nord-vietnamiennes n'est faite dans les accords !

fsi



meeting international vendredi 6 avril

Les accords de Paris sont violés quotidiennement par Thieu et Nixon.
Nixon menace de reprendre les bombardements sur le Nord-Vietnam.
300 000 prisonniers sont toujours détenus par Thieu et risquent d'être liquidés.
Halte au chantage de Nixon !
Soutien total jusqu'à la victoire finale !
Meeting international Vendredi 6 avril
20 h 30 à la Mutualité
Projection d'un film inédit de Roger Pic
Front Solidarité Indochine.

meeting à Périgueux

Mardi 27, malgré un changement de salle à la dernière minute, un meeting FSI s'est tenu à Périgueux devant une soixantaine de participants. La salle, initialement attribuée au comité FSI, lui avait été refusée à deux jours de la réunion à la suite d'une campagne de bombages de l'UJP et de menaces très précises lancées par des « anciens combattants d'Indochine ». Les membres de l'UJP interrogés expliquèrent qu'ils recouvraient les affiches du FSI « sur ordre ». Sur ordre de qui ? Malgré les menaces fascistes, le comité FSI périgourdin a continué dans la foulée du 20 janvier et réussi à cette occasion sa première initiative publique.

un avis autorisé sur la qualité de l'aide soviétique

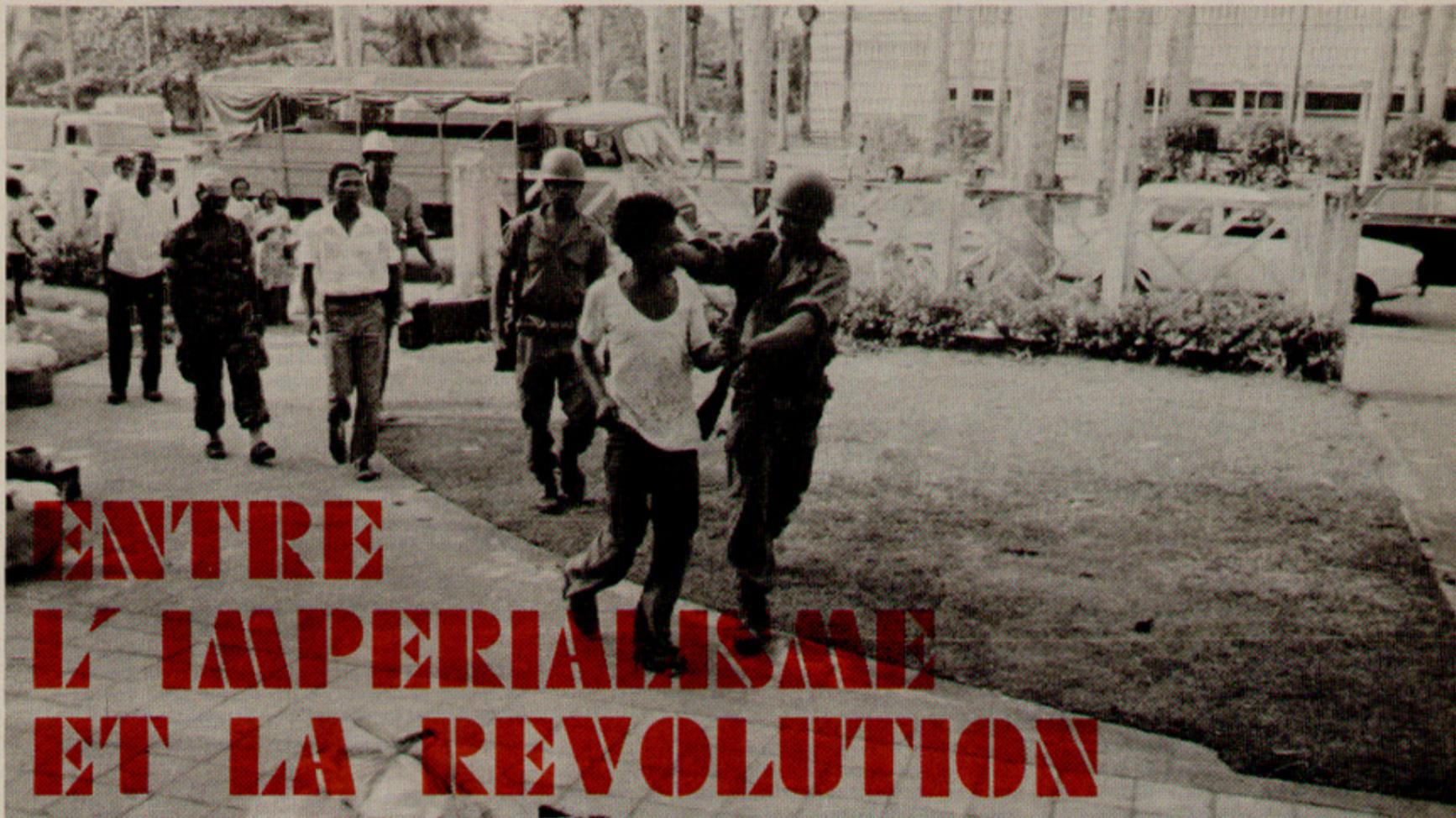
« ... Quand l'agression américaine a commencé puis a pris des dimensions énormes, il y eut des inquiétudes chez beaucoup.

Nous avons reçu une aide importante, mais le décalage technique est resté très important...

... Avec l'aide des pays socialistes, l'équipement de l'infanterie et l'artillerie s'est amélioré mais dans l'ensemble est demeuré inférieur à l'équipement américain. Il y a un décalage technique, et, de plus pas d'aviation... En RDV, notre aviation a été inférieure à l'aviation américaine ».

Général Giap
interview à Decornoy
Le Monde
21 03.73.
sans commentaires

indochine



GAMMA

ENTRE L'IMPERIALISME ET LA REVOLUTION

Madagascar était depuis 1960 l'un des fleurons les plus « productifs » – avec la Côte d'Ivoire – du système néo-colonial mis en place par de Gaulle.

Outre des intérêts économiques considérables, l'impérialisme français y maintient une base stratégique de première importance pour le contrôle du sud de l'Océan Indien, de la route stratégique du Cap par où passe tout le pétrole venu du Moyen-Orient.

C'est contre ce système et son symbole, l'ex-président Tsiranana, que les scolarisés, les jeunes chômeurs, les travailleurs de Tananarive se sont massivement mobilisés en Mai 72.

Mais la mise sur pied, à la sauvette, par l'impérialisme et la bourgeoisie malgache d'un gouvernement militaire à coloration démagogique et populiste a frustré le mouvement de sa victoire. Pourtant celui-ci subjectivement n'a pas été vaincu, encore moins écrasé. L'affrontement a été simplement pour un temps éludé. Le pouvoir néo-colonial a été ébranlé, le vieux système politique s'est lézardé, une première faille est apparue dans le système de domination impérialiste en Afrique Australe.

Tactique impérialiste :

N'ayant qu'une confiance très limitée dans le régime Ramanantsoa pour maintenir la poussée des masses, le gouvernement français reprend la vieille tactique de l'opposition ethnique entre les côtiers et les habitants des plateaux, les Mérinas. Au centre de cette vaste provocation se trouvent l'ambassadeur de France, Delauney et l'Etat-Major de Bigeard. L'impérialisme français qui a ralenti ses « échanges » avec l'île peut tirer parti d'un très fort mécontentement sur les côtes, y compris chez les travailleurs de Tananarive qui souffrent de la réduction considérable des activités

portuaires. Ce sabotage systématique favorise une démagogie « pro-côtière » contre le gouvernement central, accusé d'être aux mains des Mérinas. Outils nécessaires à cette opération, l'alliance du PSD et de l'USM, les partis de Tirana et de Resamba, son ex-bras droit, regroupe les notables des côtes et attise le mécontentement populaire en entraînant sur des positions conservatrices : maintien des troupes françaises, contre la « malgachisation ».

Resampa se présentait lui-même comme une solution de rechange.

Les cauchemars de Ramanantsoa

Seule solution permettant de stopper le mouvement de 72 en créant des illusions nationalistes, le gouvernement actuel est incapable de résoudre les contradictions inhérentes à sa nature et à son histoire. Les négociations avec Paris sur la révision des accords de coopération constituaient une opération publicitaire préservant son visage populiste. Le bilan est maigre. Les militaires de Tananarive ont plié le genou devant Pompidou d'autant plus facilement que les négociations se sont faites sous la pression des manifestations contre-révolutionnaires.

Le gouvernement Ramanantsoa a été obligé de rentrer dans le rang ; il devra aller encore plus loin dans ses concessions et engager une épreuve de force contre les masses.

Soutenu par l'AKFM, parti de la bourgeoisie mérinas, le régime a entrepris une « malgachisation » qui a tout l'air d'une « mérinisation ». Encore une fois, à l'origine des conflits ethniques nous retrouvons les luttes entre différents secteurs de la bourgeoisie autochtone se disputant les maigres miettes de la domination impérialiste.

La gauche malgache

Le Monima qui avait été durement

frappé après l'insurrection paysanne d'avril 71 a joué en mai 72 un rôle non négligeable. Le ralliement, à Tananarive, de noyaux constitués à l'université et se réclamant du marxisme aurait pu permettre à cette organisation de s'arracher définitivement à une appréhension nationaliste des problèmes due à son implantation essentiellement paysanne. Mais le développement du mouvement urbain, la création des Zoam-Zmm, mouvement de masse rassemblant jeunes chômeurs, étudiants, lycéens et travailleurs et enfin la création du MFM (pouvoir prolétarien) ont accéléré le processus de différenciation au sein du Monima et risquent même de le renvoyer à ses positions anciennes. Son rôle consiste aujourd'hui à rassurer la petite-bourgeoisie des campagnes, du moins à lui faire garder une position de neutralité bienveillante vis-à-vis du mouvement urbain.

De son côté, le MFM se prononce aussi dans l'immédiat pour le retrait des troupes françaises mais proclame la nécessité de donner le pouvoir aux travailleurs, d'exproprier les capitalistes étrangers et nationaux.

Il se réclame de la « lutte pour la construction d'un Etat, d'une économie, d'une société dirigés par les masses prolétariennes révolutionnaires ». Son programme stipule que « les travailleurs décideront souverainement de la distribution et de l'utilisation du produit de leur travail ». « La masse prolétarienne révolutionnaire dirigera le peuple malgache dans sa révolution ».

Pour le MFM, qui constitue sans aucun doute la seule force ayant amorcé une rupture avec le nationalisme de gauche et donnant un contenu de classe à sa lutte, deux problèmes se posent :

– construire une réelle organisation d'avant-garde, immergée dans le mouvement de masse en précisant et complétant son programme et son idéologie.

– prendre en charge et organiser l'auto-défense des masses afin de préparer l'affrontement et dénoncer la propagande tribale.

Préparer l'affrontement

Le régime Ramanantsoa n'est pas « réformable ». Il doit organiser la répression ou disparaître lui-même. Le régime a pratiquement supprimé le droit de grève. Le Conseil National du Travail qui est chargé de la refonte du code et dont les membres sont désignés par décret est essentiellement composé de chefs d'entreprises étrangers. La peine de mort a été proclamée pour ceux qui sèment le désordre ! Resampa, qui par ailleurs cherche à obtenir l'investiture de l'Internationale Socialiste pour son USM fantoche, construit des commandos de choc anti-gauchistes. Le voyage de l'ambassadeur Delauney à la Réunion pour y rencontrer Debré, le rôle central de l'armée française dans les provocations de Diego-Suarez, sont des signes d'un durcissement du gouvernement français qui espère bénéficier d'un reflux du mouvement de masse. La transformation de l'agressivité des travailleurs contre leur exploitation en haine tribale rejeterait la révolution malgache loin en arrière.

La popularisation de mots d'ordres anti-capitalistes et l'implantation nationale de l'avant-garde seront susceptibles de briser l'offensive impérialiste. Dans les mois qui viennent le rôle des militants révolutionnaires français sera déterminant pour dénoncer l'action criminelle de Bigeard et Delauney, pour dénoncer les amitiés de Mitterrand envers Resampa et pour soutenir par tous les moyens le combat de l'avant-garde révolutionnaire malgache.

C. Gabriel
C. Levallon
18.3.73



Je désire prendre contact avec la Ligue Communiste

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

rouge

Directeur de la publication
Henri Weber

Secrétariat de rédaction
Philippe Beauchamp, Daniel Bensaïd, Alain Clément, Bertrand l'Helgouach, Joseph Krasny, Alain Krivine, Michel Lenoir, Philippe Sabathé, Christiane Tillier.

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82
CCP 25 043 88 - paris

tarif des abonnements

	pour la france	l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert
un an	90	150	180
six mois	45	75	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Morlamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

soutenez Rouge, abonnez-vous !

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....